

ISSN 2818-985X



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le vendredi 27 octobre 2023 — Vol. 47 N° 29

Interpellation : Le manque de transparence du gouvernement
caquiste dans le dossier de la filière batterie

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2023

Commission de l'économie et du travail

Le vendredi 27 octobre 2023 — Vol. 47 N° 29

Table des matières

Exposé du sujet	
M. Haroun Bouazzi	1
Réponse du ministre	
M. Christopher Skeete	2
Argumentation	4
Document déposé	4
Conclusions	15
M. Christopher Skeete	15
Documents déposés	16
M. Haroun Bouazzi	16

Autres intervenants

Mme Céline Haytayan, présidente suppléante

M. Vincent Caron
Mme Désirée McGraw
M. Donald Martel

Le vendredi 27 octobre 2023 — Vol. 47 N° 29

**Interpellation : Le manque de transparence du gouvernement
caquiste dans le dossier de la filière batterie**

(Dix heures)

La Présidente (Mme Haytayan) : Bonjour à toutes et à tous. À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Maurice-Richard au ministre responsable de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Le manque de transparence du gouvernement caquiste dans le dossier de la filière batterie.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, Mme la Présidente. Mme Boivin Roy (Anjou—Louis-Riel) est remplacée par Mme Haytayan... (Laval-des-Rapides), pardon; M. Dufour (Abitibi-Est) est remplacé par M. Caron (Portneuf); Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) est remplacée par Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce); et M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) est remplacé par M. Bouazzi (Maurice-Richard).

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci. Conformément à l'entente prévue pour la 43e législature, le groupe d'opposition officielle interviendra lors des deuxième, quatrième et sixième séries d'interventions.

Nous allons donc débiter avec les déclarations d'ouverture. M. le député de Maurice-Richard, vous avez la parole pour 10 minutes.

Exposé du sujet

M. Haroun Bouazzi

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Très heureux d'être ici en ce vendredi matin. Nous allons, donc, parler de batteries, et trois axes vont sous-tendre nos échanges, je l'espère : la question de la transparence, la question de la planification et la question du sérieux qui entoure toutes les annonces qui ont été faites concernant la filière batterie et, plus largement, la transition énergétique.

Plusieurs sujets s'offrent à nous. Il y a le sujet économique, étant donné les milliards de dollars qui sont mis en jeu. Il y a le sujet écologique. Parmi elles, la question de la baisse des gaz à effet de serre, les GES, mais aussi la question de l'évaluation de l'impact environnemental de ces énormes compagnies. Il y a la question énergétique. Parmi elles, le tarif d'électricité qui est fait à ces compagnies, mais aussi la production de l'électricité qui sera consommée par cette filière. Ensuite, il y a la question de la transition énergétique en tant que telle et du sérieux qui entoure les politiques publiques pour pouvoir réussir cette transition énergétique en matière de consommation principalement et de vision économique aussi. Et enfin il y a le coût de tous ces investissements et cette transition, et qui, en fin de compte, va l'assumer.

Donc, commençons par la question économique pour rappeler un peu dans quel cadre. Et, avant d'arriver à l'énorme annonce qui entoure le projet Northvolt, commençons par les autres projets qui ont été avancés et l'argent public qui a été donné soit en subventions soit en prêts par le fédéral et le provincial. Donc, il y a le projet Ford à Bécancour, 644 millions de dollars pour 345 emplois, GM-POSCO à Bécancour aussi, 150 millions pour 200 emplois, Volta, 150 millions, Lion, 100 millions, Taiga, 40 millions, Recyclage Lithion, 30 millions, sans parler des 425 millions d'investissement dans Nemaska Lithium et les 55 millions dans Vale. C'est déjà énormément d'argent public, et la question de rendre des comptes, évidemment, pour cet argent public est une des priorités qu'on se donne, à Québec solidaire, et que le gouvernement devrait se donner.

Là-dessus vient s'ajouter 7,3 milliards de dollars de fonds publics pour Northvolt, qui se divise en plusieurs phases, 2,7 milliards pour la construction, 4,6 milliards pour la production des cellules. 7,3 milliards de dollars sur 8 millions d'habitants, c'est, en moyenne, 900 \$ par personne au Québec qui a été octroyé à cette unique compagnie, à cette jeune pousse qui a actuellement une seule usine qui carbure à plein régime dans le monde. Un ordre de grandeur, actuellement, alors qu'il y a plus d'un Québécois sur 10 qui fait la file dans les banques alimentaires, le gouvernement a déboursé 6 millions, qui a été déjà déboursé, 6 millions, et on demande 18 millions pour les banques alimentaires, ce qui est, jusqu'à maintenant, refusé. On parle de moins de 1 \$ par Québécois pour les banques alimentaires. Alors, évidemment, je suis bien placé pour savoir que ce n'est pas les mêmes poches, mais, quand même, c'est une question de priorité.

Et actuellement, cet argent-là qui est mis, on nous dit : Pas de problème, il va y avoir des retombées économiques à la hauteur, croyez-nous sur parole. C'est... On a parlé des 900 \$ par Québécois, mais c'est 1,5 million par job, 1,5 million par job. Je ne sais pas combien ces compagnies vont payer d'impôt. Parmi celles que j'ai citées, il y en a même qui ont leur siège fiscal dans des paradis fiscaux. Je ne sais pas combien elles vont payer d'impôt, combien ces Québécoises et Québécois qui vont travailler là... C'est ce qu'a dit hier le premier ministre : S'il y a des jobs à 100 000 \$,

ils vont payer de l'impôt. D'abord, ces personnes, qui travaillent déjà, car on est en plein-emploi, travaillent pour des PME. Il y a des PME qui vont probablement, aux alentours, donc, de Saint-Basile-le-Grand et ailleurs... qui vont pâtir de ce manque de main-d'œuvre. Et donc ils paient déjà des impôts. Ça fait que c'est vraiment juste le différentiel qui compte. Et on a beau faire les calculs pour se rendre à 1,5 million de retour, on a du mal à voir le calcul du gouvernement. Ça fait que peut-être que la première question à laquelle devrait répondre le ministre ici présent, c'est : Pourquoi ne pas rendre publiques les simulations qui nous permettent de penser que c'est un revenu viable?

Et je rappelle ici qu'il y a d'autres manières d'investir. Nous, on a des bras économiques au Québec. Il y a la Caisse de dépôt, par exemple, qui investit de l'argent. Mais investir de l'argent, et je reprends, entre autres, ce que le défunt Parizeau avait mis de l'avant dans un certain nombre de ses approches, c'est aussi prendre contrôle d'une partie de cette compagnie. Sur les 7 milliards de dollars, il y a moins d'un demi-milliard, donc, moins de 500 millions qui servent à prendre des parts de ces compagnies.

Prendre des parts d'une compagnie, ça permet deux choses, et, pour nous, c'est ça qui était le plus important dans cette filière-là, c'est, un, assurer des revenus associés aux risques qu'on prend quand on met autant d'argent public, mais aussi assurer du contrôle pour pouvoir s'assurer qu'une partie de ces batteries-là vont rester au Québec et vont servir à baisser les GES. Ça fait qu'actuellement, sans la transparence, il est fort possible, même probable, par les informations qu'on a actuellement... c'est que le gouvernement prend tous les risques, la multinationale étrangère prend tous les revenus, et que ces batteries-là servent, par exemple, à diminuer les GES en Californie et pas au Québec. Rappelons que nos obligations, comme celles de la Californie, d'ailleurs, par rapport aux accords de Paris, dépendent des GES qu'on diminue dans notre propre territoire. Et donc vendre des voitures électriques à l'extérieur du Québec ne permet pas d'atteindre nos objectifs de GES, qui devraient pourtant être une obsession de tous les gouvernements, y compris celui du Québec.

Alors, pour ajouter encore plus à ça, au nom de cette verdure, de ces batteries, où, encore une fois, on n'a aucune preuve que ça va servir à diminuer nos GES, et j'y reviendrai plus tard, j'aimerais bien savoir du ministre ici présent quelle quantité de GES cette filière-là va diminuer ou augmenter rendu là. En plus de ça, c'est le plus gros investissement privé que le gouvernement... dans le gouvernement... le plus gros investissement privé, une énorme surface proche de l'eau potable du Richelieu, où il y a des municipalités qui puisent leur eau potable, et, le gouvernement, quelques mois, quelques mois, curieux hasard, avant de signer ce contrat, des normes environnementales ont été changées, juste assez, juste assez pour éviter à cette compagnie d'avoir à passer par un BAPE, juste assez pour avoir à passer... La plus grosse usine de l'histoire moderne du Québec ne va pas avoir un BAPE, au nom de la verdure, de leurs batteries.

• (10 h 10) •

Les citoyens sont inquiets, à juste titre. Encore une fois, il n'y a aucune transparence, même pas les protocoles qui sont prévus, les contre-pouvoirs qui sont prévus, qui nous permettraient d'avoir la moindre idée des conséquences écologiques d'une telle implantation autour, encore une fois, d'eau potable, de milieux humides et d'une population qui est autour et qui va pâtir des milliers de tonnes de produits qui vont sortir.

Ça fait qu'après les simulations économiques qui ne sont pas publiques, après les simulations de baisse de GES qui ne sont pas publiques, on invite le gouvernement de faire le minimum et donner le pouvoir aux citoyennes et aux citoyens, et d'accepter de tenir un BAPE. Il ne tient qu'au gouvernement de le demander, tout simplement, pour qu'il y ait l'espace pour les citoyennes et citoyens, qu'ils puissent s'exprimer, pour les spécialistes, pour qu'ils... s'exprimer, et pour qu'il y ait une véritable transparence et une confiance dans la suite des choses, car, cette transition énergétique, nous ne la réussissons pas sans la confiance et l'aval de nos citoyennes et citoyens.

J'ai évidemment d'autres questions, mais j'ai bien hâte d'entendre les réponses du ministre.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au ministre. Vous disposez également de 10 minutes.

Réponse du ministre

M. Christopher Skeete

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Très heureux de partager la scène avec vous aujourd'hui. Ça me fait plaisir de vous voir. Salutations aux collègues de l'opposition. Très heureux d'être avec vous aujourd'hui.

Bien, on parle de transparence. Ça me fait plaisir d'être ici, justement, pour parler de la filière batterie et une des fiertés de ce gouvernement. Vous savez, j'ai eu la chance, dans la dernière année, d'avoir des entretiens avec des gens de l'international, plus récemment, une ministre de Développement économique d'un État en Allemagne. J'ai eu la chance de jaser avec un ministre du Développement économique de l'État de Nuevo León, au Mexique. J'ai aussi eu la chance de rencontrer des gens aux États-Unis, que ce soit la ville de New York, qui souhaite augmenter sa flotte d'autos pour qu'elle soit plus verte, et aussi les gens qui sont dans la banque import-export... Puis, ce qui est drôle, puis le collègue va trouver ça ironique, j'en suis sûr, j'ai aussi rencontré, lors d'une mission à Houston, le hub de tout ce qui est la filière pétrolière du monde. Puis, quand j'ai rencontré les dirigeants de la chambre de commerce, même là, ça parle de décarboner, l'importance de décarboner.

Le ministre de l'Énergie, en 2019, à l'époque, il était ministre de l'Économie, a eu une vision. On se posait la question ici, au gouvernement : Qu'est-ce qu'on va faire avec nos ressources et... nos ressources stratégiques, nos minerais critiques? Puis, en même temps, ces gens-là, ils peinaient à trouver des issues pour la transformation. Et nous, depuis des générations au Québec, on se demande qu'est-ce qu'on va faire avec notre minerai, puis la réponse a toujours été : Bien,

on va le vendre puis on va le transformer ailleurs. Puis arrive le collègue député de Terrebonne, ministre de l'Économie, puis il part avec son sous-ministre en Asie pour une mission. Puis, un mois plus tard, il revient avec ce qui est, essentiellement, la vision de la filière batterie, filière batterie, en parlant de transparence, Mme la Présidente, qu'on a publiée sur l'Internet, sur le site Web du gouvernement. Et, dans la stratégie batterie, on s'est dit deux choses : Comment on fait pour mieux contrôler nos ressources naturelles, les transformer localement, mais aussi, bien, j'ose le dire, changer le monde? Et c'est... là est venue la naissance de la filière batterie, qui, essentiellement, nous dit que, de la mine au recyclage, le Québec va s'insérer dans la chaîne de la valeur des voitures électriques de l'avenir.

Et ce n'est pas rien, ça, Mme la Présidente, parce qu'on le sait, dans les années 2000, fin 1990, on a perdu l'usine GM. Ça a été l'arrêt de mort pour le secteur automobile au Québec. Et là on arrive avec la filière batterie, puis on se réinsère, là, puis on jamme, là, puis on rentre. Puis ils n'auront pas le choix de faire affaire avec nous pour plusieurs raisons. Une des raisons, c'est que le Québec, aujourd'hui, grâce à cette filière batterie là, va être en mesure de créer la batterie la plus verte au monde — je vais le répéter, parce qu'on le prend pour acquis au Québec, Mme la Présidente — la batterie la plus verte au monde.

Quand j'ai rencontré les grands donneurs d'ordres, justement, de l'État de Nuevo León, il y a un engouement fou là-bas, Mme la Présidente. Puis, à cause de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, la nouvelle version de l'ALENA 2.0, on anticipe que, dans les 10, 15 prochaines années, on va avoir pour 45 milliards de qu'est-ce qu'on appelle du «reshoring», ce qui va revenir de l'Asie puis va être fait dans le corridor de l'Amérique du Nord. Et les grands donneurs d'ordres commencent à exiger de leurs fournisseurs que les composantes soient faites de manière verte.

Stratégiquement, Mme la Présidente, le Québec est très bien positionné parce qu'on est capables, ici, grâce à l'aluminium vert, grâce à l'électricité verte, de produire ces composantes-là qui vont verdir les voitures en général. Puis le coeur de ça, ça va être la batterie. Et, il faut le dire, la plus grosse dépense d'une voiture électrique, c'est la batterie. Alors, non seulement on s'est insérés dans la chaîne de valeur des voitures, mais on vient occuper le moteur. Et je pense que c'est une position enviable pour l'avenir.

Le collègue fait état des grands investissements qui sont nécessaires pour, justement, s'insérer dans ça. Effectivement, c'est des grands investissements qui sont nécessaires, mais on s'insère dans une filière qui est à ses débuts et qui va avoir une durée de vie sur une génération. Alors, c'est un investissement qu'on fait dans l'avenir, parce que, Mme la Présidente, aujourd'hui, on parle de batteries électriques pour les voitures, mais demain ça va être le stockage pour l'éolienne, ça va être le stockage pour le solaire. Puis qui qu'ils vont venir voir, ces entreprises-là, Mme la Présidente? Bien, ils vont dire : On a déjà des infrastructures au Québec, on a déjà l'expertise au Québec puis on a de l'énergie verte pour les faire au Québec, bien, on serait fous de ne pas miser encore une fois sur le Québec.

Quand je parlais, tantôt, du 45 milliards de «reshoring» qu'on va avoir, ça, c'est juste dans le secteur automobile, Mme la Présidente. Imaginez les retombées pour les grands donneurs d'ordres qui cherchent par tous les moyens à verdir leurs processus. Et c'est la raison pour laquelle, depuis les dernières années, on parle beaucoup d'énergie au Québec, parce qu'encore une fois... Notre gouvernement a eu la sagesse, en 2022, de fusionner le ministère de l'Économie avec le ministère de l'Énergie. Ce faisant, chaque fois qu'on prend des décisions économiques, on doit penser aux impacts énergétiques, parce que la planète entière se rue vers l'énergie verte, et, le Québec, ça fait 50 ans qu'on l'a. Donc, le Québec a un grand intérêt pour tous ces grands donneurs d'ordres là. Le Québec est bien positionné pour l'avenir, et nous, on veut capitaliser sur cela. Mais, Mme la Présidente, je n'invente pas ça ici, là. Je ne suis pas juste un bon orateur, là. Tout ça, c'est écrit. C'est dans la stratégie batterie, qui est publique, et qui est publique depuis plusieurs années maintenant. Et c'est vers cette direction-là qu'on s'en va.

Alors, pour répondre aux questions du collègue, oui, ça nécessite des investissements massifs, mais on n'est pas tout seuls dans le monde, Mme la Présidente. Ça, c'est comme les gaz à effet de serre, hein? On peut bien être à zéro en production des gaz à effet de serre, mais, si nos voisins continuent à polluer, on ne s'aidera pas puis on n'aidera pas la planète. C'est un peu la même réponse que je donnerais aux collègues pour ce qui est des investissements massifs qu'on met dans cette filière-là.

Vous savez, aux États-Unis en ce moment, ils injectent des milliards. Et, quand je dis «des milliards», pas deux, trois, là, 400 milliards que les États-Unis ont investis dans ce qu'ils appellent l'Inflation Reduction Act. Et, dans cette filière-là, ils injectent des sommes astronomiques pour aller attirer ces investissements-là, parce que c'est les jobs de demain. Ils ne sont pas fous. Ils le savent, que c'est les emplois de qualité de demain. Et eux aussi, ils veulent se positionner pour ce secteur-là pour l'avenir et aussi, je dois le dire, puis c'est important, collègue, surtout avec la récente... le récent conflit dans le Moyen-Orient, le récent conflit qu'on voit aussi entre la Russie et l'Ukraine, sécuriser notre approvisionnement de minéraux critiques et d'éléments critiques. On va être bien positionnés pour le faire, mais on est en compétition mondiale pour non seulement l'énergie verte, mais aussi pour ces minéraux critiques qu'on a, mais les subventions aussi qui viennent. Comme je vous dis, les États-Unis, notre voisin, est très agressif, et, si on veut attirer ces entreprises-là, on doit être compétitifs. C'est la base de l'économie.

Par contre, par contre, on ne fait pas toutes les batailles. On a été très délibérés dans les choix qu'on a faits. Puis les choix qu'on a faits, je les ai évoqués tantôt, c'est pour nous amener à être autosuffisants dans la chaîne de valeur des batteries, pour être capables de faire de la mine jusqu'au recyclage. Et ça, le collègue va être content de l'apprendre, ça veut dire que les batteries qu'on va produire, les plus vertes ici, vont aussi être recyclées ici pour créer des nouvelles batteries encore vertes dans l'économie circulaire.

Donc, Mme la Présidente, moi, je considère qu'on est très bien positionnés pour l'avenir. Je considère que le ministre de l'Économie de 2019 et le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie d'aujourd'hui a fait un travail colossal, et aujourd'hui on commence à voir le grand potentiel de ces décisions-là qu'on a prises il y a quelques années.

Argumentation

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant débiter la période d'échange. M. le député de Maurice-Richard, vous avez la parole pour cinq minutes. Merci.

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Le ministre nous a parlé du Mexique, des États-Unis, de l'Europe, de l'Asie, de toutes ces multinationales qu'il a lui-même appelées comme grands donneurs d'ordres. Je rappelle ici qu'on est au service du Québec, et c'est la seule chose qui nous intéresse.

Le ministre a parlé de révolution écologique, de... je ne sais plus quel mot il a utilisé, que les baisses de gaz à effet de serre sont importantes, évidemment, d'approvisionnement. Ici, bien, d'abord, nous, on avait deux questions claires. On a eu zéro réponse. Quelle simulation il y a de la rentabilité de tout cet argent public qu'on va mettre?

Et je suis heureux qu'il aborde, effectivement, les chaînes d'approvisionnement, car quelle garantie on a que ces batteries ou, du moins, une partie vont être au Québec? Il n'y en a aucune, Mme la Présidente, aucune, c'est-à-dire que nous prenons tous les risques, tous les risques en mettant cet argent-là sur la table, et il est tout à fait possible que la multinationale prenne tous les revenus pour que les États-Unis prennent toutes les baisses de gaz à effet de serre.

Alors, étant donné le manque de transparence, on a fait une demande d'accès à l'information, Mme la Présidente, et on a demandé au ministre... au ministère de l'Économie et de l'Énergie tout document ou courriel touchant à des cibles ou tout autre objectif de réduction de GES spécifiquement reliée à l'implantation de la filière des batteries au Québec, le moindre courriel, le moindre document qui parlerait ne serait-ce qu'un peu de la baisse de gaz à effet de serre au Québec. Et la réponse, c'était : «Nous vous informons que le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie ne détient aucun document quant à l'objet de votre requête.» Imaginez-vous, Mme la Présidente, imaginez-vous. Ma question... J'ai la réponse à ma question. Il n'y a pas le moindre objectif, le moindre courriel d'échange sur des objectifs de baisse de gaz à effet de serre.

Donc, je comprends que ça fait plaisir aux donneurs d'ordres que le ministre a rencontrés aux États-Unis, au Mexique et en Asie, mais il serait quand même important d'être transparent, peut-être, et dire aux Québécoises et aux Québécois qu'il n'y a pas le moindre objectif de baisse de GES associée à cette filière, ce qui, en 2023, est absolument incroyable.

Le ministre a donné l'exemple de GM qui est partie. Rappelons-nous c'est quoi, comme exemple. Nous avons donné des prêts sans intérêt à cette compagnie-là. Elle est partie. Elle a mis des milliers de Québécoises et de Québécois à la porte. Elle n'a pas rendu l'argent avant plus d'une décennie. On a perdu des centaines de millions en intérêts, en cadeaux. Ces multinationales ne sont pas là pour faire le bien. Elles sont là pour faire du cash sur le dos des Québécoises et des Québécois s'il le faut. Une bonne partie sont des voyous qui ne paient pas leurs impôts, qui cachent leur argent dans des paradis fiscaux.

• (10 h 20) •

Je vois le ministre dire : Wow! si c'est moi qui lui apprend que'il y a de l'argent dans les paradis fiscaux de ces multinationales... Il y en a même une dont le siège est dans un paradis fiscal, à qui on a donné de l'argent. Le minimum serait de s'assurer qu'il va y avoir des retombées économiques pour les Québécoises et les Québécois. Il n'y a pas la moindre preuve de cela et qu'il va y avoir des baisses de GES. Non seulement il n'y a pas la preuve, mais il n'y a pas le moindre échange, au ministère au complet, d'un seul courriel qui parlerait de baisse de gaz à effet de serre associée à cette filière.

Et on n'est même pas rendus à l'étape de parler à quel prix vont payer ces compagnies leur électricité. Les contrats ne sont pas publics. On a entendu aujourd'hui, à Radio-Canada, on a lu, à Radio-Canada, qu'en fin de compte tous ces investissements qui sont si importants pour la transition énergétique ne sont pas pour la transition énergétique, bien sûr, parce qu'il faudrait qu'on électrifie d'abord ce qu'on a déjà, ce qui ne semble pas être un objectif, mais attirer ces compagnies va vraisemblablement, mathématiquement, augmenter le coût de l'électricité pour tous les Québécoises et les Québécois.

Et je serai très heureux, Mme la Présidente, de revenir sur la stratégie de production de l'énergie au Québec et sur toutes les déclarations qui ont été faites dans ma prochaine intervention. Je demande, évidemment, de déposer ce document.

Document déposé

La Présidente (Mme Haytayan) : Ce sera déposé. Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au ministre. Vous avez la parole pour cinq minutes également. Merci.

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Bien sûr, les gens qui s'y connaissent en économie comprennent que, quand on dit «donneur d'ordres», on ne parle pas du politburo. On parle des entreprises, des «tier 1», des «tier 2», des OEM. Quand ces gens-là disent, comme Stellantis, comme GM, comme... comme les autres grands joueurs, disent : Bien, nous, on veut que les composants soient ESG, hein, bien, ça veut dire qu'ils veulent la traçabilité pour être sûrs que les composants sont des composants qui ont été extraits et produits de manière éthique, Mme la Présidente. C'est ça qu'on veut dire par les grands donneurs d'ordres.

Le collègue dit qu'il n'y a pas un courriel qui mentionne... Mais en fait, Mme la Présidente, je vais répondre, c'est le gros bon sens, là. Un, l'objectif du Québec, c'est, d'ici 2030, d'avoir 2 millions de voitures électriques sur nos routes. Alors, voilà une façon évidente qu'on va réduire nos GES. Le collègue néglige de dire que, pendant que... Ici, au

Québec, on a les mines et un procédé le plus exemplaire sur terre, avec des politiques claires sur l'acceptabilité sociale pour les mines. On a la propriété, à 50 % à peu près, de nos mines. On a des procédés comme le BAPE, comme l'acceptabilité sociale, comme j'ai dit. On a de l'électricité verte. Bien sûr, Mme la Présidente, notre batterie est la plus verte au monde, puis ça va de soi que, dès qu'on la met dans une voiture, elle est plus verte.

J'ajouterais aussi que, si on ne faisait rien puis qu'on ne faisait pas affaire avec ces voyous, terme que je trouve ironique pour un parti qui veut donner et taxer ces entreprises-là pour, justement, créer son paradis, bien, je me demande, si ces voyous-là sachent ce que pense le collègue, s'ils vont investir dans son Québec si jamais son parti gagnerait une élection.

J'ajouterais pour dire qu'en ce moment 80 % des batteries du monde se font en Chine par des procédés qui sont plus ou moins douteux, qui sont dictés par un parti peu soucieux de l'environnement et des peuples qui vont l'extraire, produits par des centrales de charbon. Alors, moi, si j'avais le choix entre une batterie québécoise puis une batterie chinoise, je prendrais la batterie québécoise. Si je prendrais les investissements et les procédés de créer une batterie purement verte, la plus verte possible, je prendrais cette option-là. Et c'est au Québec que ça se passe, cette batterie-là.

Vous savez, quand on parle de ces personnes-là qui, aujourd'hui, se demandent où est-ce qu'ils vont trouver leurs batteries, ces gens-là, ils s'intéressent au Québec plus que jamais. Le ministre de l'Économie l'a dit souvent. Quand on est rentrés au pouvoir en 2018, on a posé la question, à l'époque, à Hydro-Québec : On a-tu assez d'énergie? Ah! on est en surplus. Ah oui? 20 ans au moins. Bien, dans les 20 dernières années, il y avait juste eu un projet de plus de 50 mégawatts.

• (10 h 30) •

Là, aujourd'hui, grâce au démarchage d'Investissement Québec International, grâce au démarchage du ministre de l'Économie, grâce à la réorientation des bureaux et les maisons du Québec partout dans le monde, c'est plus de 70 qu'on a en étude, actuellement, de projet, parce que la planète entière a compris que, si on veut avoir un partenaire économique fiable avec des procédés éthiques, avec une conscience environnementale, avec des gens qui peuvent développer des batteries avec le «cutting edge» du génie mondial, c'est ici que ça se passe. Puis moi, je ne vais certainement pas dénigrer ces entreprises-là qui, eux aussi, prennent un risque financier pour investir au Québec, qui sont porteuses d'un avenir qui pourrait être équivalent ou même surpasser l'époque des barrages de Jean Lesage. Pour moi, ça vaut le coup pour l'opportunité de donner à nos enfants, nos enfants, cette stabilité-là en termes d'approvisionnement non seulement d'un élément critique comme des batteries, qui est porteur d'avenir, mais aussi de nous insérer économiquement et viablement dans un produit d'avenir.

Alors, moi, je ne partage pas l'opinion du collègue puis je trouve ses commentaires envers les entreprises qui font ces investissements-là puis les employés qui les représentent méprisants.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Portneuf. Vous avez la parole pour cinq minutes également. Merci.

M. Caron : Merci, Mme la Présidente. À mon tour, bien entendu, de saluer l'ensemble des participants ce matin, les personnes présentes, bien entendu, mon collègue ministre, le collègue de Maurice-Richard, mon collègue de Nicolet-Bécancour, un collègue dont on est bien fiers, qu'on jalouse, même, parfois, mais qu'on jalouse à bon escient, parce qu'il s'est démarqué, avec le temps, de par sa détermination, son esprit visionnaire. Et aujourd'hui on est fiers de voir ce qu'il a réalisé dans sa circonscription au point de vue technologique et innovation. Donc, c'est toujours plaisant de côtoyer, au sein de notre formation politique, des gens aussi ambitieux.

Et, à propos d'ambition, lorsqu'on parle de la filière batterie... Vous savez, Portneuf, c'est juste à côté de la Capitale-Nationale, c'est, finalement... c'est dans la Capitale-Nationale, pardon, juste à côté de Québec intra-muros, mais pas si loin de toutes ces circonscriptions qui s'illustrent par le fait qu'on y accorde à la fois beaucoup d'intérêt mais aussi des investissements pour les propulser vers demain. Et, chez moi, j'entends parler souvent de cette fierté, notamment depuis qu'on évoque la filière batterie, parce qu'au Québec on est ambitieux. On aime ça, les projets ambitieux. On aime ça être aussi les précurseurs et, le ministre le disait très bien tout à l'heure, on aime s'illustrer à travers le monde. Et d'être un leader, eh bien, c'est ce dont les Québécois ont besoin, finalement, au lendemain d'une pandémie comme celle qu'on vient de traverser. Ce sentiment de fierté nous habite.

Et donc, moi, c'est avec grand intérêt que j'interviens ce matin. Et je remercie, d'ailleurs, le député de Maurice-Richard de nous permettre de parler d'une annonce que plusieurs qualifient, finalement, d'historique. Je me suis justement demandé qu'en avaient dit les médias.

Et, si vous le permettez, Mme la Présidente, je vais me permettre de citer Gérard Fillion, pour Radio-Canada, qui, le 29 septembre, écrivait un article qui était intitulé *Filière batterie : un geste tout simplement historique*. Alors, si je... Je cite le journaliste : «Le projet que Northvolt vient d'annoncer sur la Rive-Sud de Montréal place le Québec parmi les grands développeurs de la filière batterie du monde. L'investissement public, souvent critiqué, est absolument nécessaire. Si on veut être un acteur de premier plan dans ce secteur, il faut impérativement et rapidement injecter des milliards de dollars.» J'ajoute une autre de ses citations : «Finalement, il faut investir judicieusement l'argent public et il faut le faire en s'assurant de la neutralité carbone des projets, voire en misant sur des projets qui vont permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Northvolt est certainement sur la bonne voie ici.» Il poursuit : «Maintenant, s'il y a une entreprise qu'on souhaite voir arriver au Québec, c'est bien la suédoise Northvolt. Fondée en 2016, la société a promis de fabriquer une batterie à empreinte carbone presque nulle en réduisant de 90 % les émissions de carbone par unité.»

Le patron de Northvolt en Amérique du Nord affirmait aussi que c'est très difficile d'aller au zéro. On aimerait tous y parvenir. Malheureusement, on sait que c'est compliqué. Mais aujourd'hui une batterie moyenne produite en Asie nécessite à peu près 100 kilogrammes de CO₂ en émissions, de la mine jusqu'au produit fini, pour chaque kilowattheure

de batterie produite. Ce qu'on va faire chez Northvolt, en Suède, et ce qu'on a l'intention de répliquer ici, au Canada, c'est 50 kilogrammes de CO₂ grâce à notre travail sur la chaîne d'approvisionnement et sur l'énergie, à la décarbonation de nos processus de production. Donc, on est déjà à la moitié, Mme la Présidente, et, d'ici 2030, l'objectif est de descendre à 10 kilogrammes pour chaque kilowattheure de batterie produite.

Il s'agit donc d'une excellente nouvelle qu'il est déjà dans sa forme initiale, bien entendu, mais qu'ils le seront encore plus à longue échéance, plus les technologies vont s'améliorer, et, bien entendu, plus la production va évoluer, et plus les incidences vont se diminuer. D'ailleurs, le processus s'inscrit dans la Stratégie québécoise de développement de la filière batterie. J'aurai l'occasion, si vous me le permettez, Mme la Présidente, d'intervenir sur ces... cette stratégie dans le prochain bloc. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Nous allons débiter la deuxième série d'interventions. Je cède maintenant la parole à la députée de Notre-Dame-de-Grâce pour cinq minutes. Merci.

Mme McGraw : Merci, Mme la Présidente. Alors, on comprend que le Québec a investi massivement dans une nouvelle industrie qui contribuera à la nouvelle économie, une industrie qui aidera à décarboniser l'économie mondiale, même si on comprend que ça ne va pas décarboniser l'économie québécoise, en produisant des batteries qui alimenteront les véhicules électriques. On comprend très bien que les changements climatiques représentent un enjeu mondial et on comprend très bien que la transition énergétique vers la carboneutralité représente l'enjeu du XXI^e siècle. Dans ce contexte-là, on veut absolument que cette nouvelle industrie réussisse au Québec. Par contre, ce n'est pas évident que la CAQ met en place toutes les conditions gagnantes pour s'assurer de la réussite, et ça, sur trois... selon trois axes où, justement, ça rejoint le concept de développement durable ou bien le triple bilan de l'économie, de la société, de l'écologie.

Commençons avec la première usine de cette nouvelle industrie qui s'installe au Québec, Northvolt. Si on est pour investir des milliards de dollars, il faut bien faire les choses, Mme la Présidente. Le résultat ne peut en être que meilleur. C'est le moment d'établir un précédent positif pour l'environnement, et pas juste pour l'environnement mais pour cette nouvelle industrie qui s'installe au Québec.

Le site, grand comme 318 terrains de football, se situera entre Saint-Basile-le-Grand et McMasterville... ne coche pas les critères pour être automatiquement soumis au processus d'évaluation du BAPE. Le règlement qui établit si la méga-usine devrait être assujettie au processus a été modifié quelques mois avant l'annonce. Les règlements ont été... Et d'ailleurs le seuil qui détermine la fabrication des cathodes est passé de 50 000 à 60 000 tonnes, alors que le projet de Northvolt en prévoit 56 000. Le gouvernement caquiste a donc choisi de court-circuiter le processus. Il a fait des règles sur mesure pour Northvolt. Et ce n'est pas moi qui le dis, Mme la Présidente, c'est le ministre de l'Énergie lui-même qui l'a dit, et je le cite : «Les règles ont été ajustées pour une industrie qui n'existait pas.» Et, justement, l'installation d'une nouvelle industrie représente une des raisons clés pour que le ministre de l'Environnement exerce son pouvoir et lance un BAPE.

• (10 h 40) •

Des citoyens et des experts appellent au Québec... appellent le Québec à plus de prudence et de transparence, Mme la Présidente. Selon une lettre publiée dans les pages du journal *Le Devoir* cosignée par des anciens présidents du BAPE et des juristes, le gouvernement jette le discrédit sur un processus qui permet pourtant d'identifier les potentiels impacts d'un projet sur la population et l'environnement, et aussi de trouver des façons d'y remédier. Le BAPE... un BAPE, c'est une occasion en or pour démontrer la responsabilité tant environnementale que sociale. Un BAPE, c'est une occasion de faire acte de transparence, de faire... de rassembler les citoyens et de répondre à leurs inquiétudes. Et là je parle, Mme la Présidente, au nom des citoyens du Québec et surtout des résidents de la région, une région qui a été déjà bouleversée par des tragédies écologiques. On se rappelle, Mme la Présidente, qu'en 1988 un entrepôt de BPC avait forcé l'évacuation de 3 000 habitants de la région. Je parle aussi au nom de la biodiversité et des espèces, qui ne... qui n'ont aucune voix.

L'entreprise Northvolt dit avoir fait un inventaire complet des espaces... espèces, pardon, menacées qui se trouvent sur le site de sa future usine et elle confirme la présence d'espèces fauniques en péril, mais elle refuse toujours de transmettre les rapports qui auraient été rédigés, et même réponse du côté du gouvernement du Québec, qui n'a toujours pas accepté de soumettre le projet à l'évaluation environnementale qui serait normalement imposée sur des projets industriels majeurs.

Alors, le gouvernement comprend très bien que, si un projet aussi grand que le BAPE...

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, Mme la députée. C'est tout le temps qu'on avait. Merci. Je cède donc maintenant la parole au ministre, merci, pour cinq minutes également.

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Pour moi, la fierté de la filière batterie, c'est surtout une fierté écologique. Quand on va créer cette nouvelle filière localement, non seulement on va se sécuriser en approvisionnement de batteries pour les prochaines générations puis on va développer une expertise mondialement reconnue, et voulue, et recherchée, mais ça va nous permettre, localement, de créer, comme j'ai dit tantôt, la batterie la plus verte. Puis, pour moi, c'est le genre de leadership que le Québec doit avoir.

Je l'ai dit tantôt, même si nos GES étaient à zéro, ça n'empêche pas que, nos voisins, eux autres, s'ils continuent à polluer, bien, nos efforts ne servent à rien. Tous les efforts qu'on pourrait mettre, 100 %, même, de... On pourrait tous les prendre puis on serait quand même une goutte dans l'océan.

Par contre, où est-ce que le Québec peut être utile dans la lutte aux changements climatiques, c'est d'être un partenaire de choix pour ces personnes, ces entreprises qui veulent avoir une batterie plus verte, produite plus verte.

Et ça, je pense que, là, on commence à avoir un impact plus grand que la taille de notre population. C'est là qu'on commence à avoir un rayonnement international qui est vraiment... qui rendrait d'autres personnes jalouses... bien, en fait, qui en rendent jalouses, parce que... Je vais le... vous rappeler, le premier ministre était à New York puis il a rencontré Al Gore, puis il louangeait le Québec et sa vision. La collègue parle de la notion, là, connue internationalement comme le ESG, hein, «environment, social and governance». Dans le fond, je pense que, maintenant, les grandes entreprises sont toutes rendues là. Ils ne voient pas comment ils peuvent faire des affaires comme avant. Les actionnaires exigent qu'ils font différent, les clients exigent qu'ils font différent, et donc, dans le but de satisfaire ces impératifs-là, ils cherchent des moyens de faire différent. Et, quand on permet à une entreprise comme Northvolt de s'établir au Québec, bien, on se donne la chance d'être un acteur clé dans ce domaine-là.

Et, je rappelle à la collègue, le Québec fait déjà l'envie du monde entier par rapport à ses critères environnementaux pour l'exploitation de... industrielle, là. On est déjà parmi les mieux en termes d'acceptabilité sociale, en termes de règlements et de critères environnementaux avant, et pendant, et après la construction. On a un souci et un suivi. Il y a une gouvernance qui est hors pair et reconnue mondialement, même, recherchée internationalement.

Par contre, c'est clair qu'on doit aussi... Moi, je suis responsable de l'allègement réglementaire. Je parle souvent qu'il faut faire le ménage des vieilles lois. Bien, il faut aussi créer des nouvelles lois pour la nouvelle réalité. Aujourd'hui, dans le processus de... que la collègue évoque, bien, on a inventé une nouvelle filière. Ça ne se faisait pas, des batteries, avant, au Québec, Mme la Présidente. On ne pouvait pas prendre des critères de choses qu'on ne faisait pas avant. On a créé un processus rigoureux à l'image du Québec sur les critères environnementaux pour faire les batteries. Il fallait se donner ces règles-là si on veut aussi satisfaire, encore une fois, ce que ces entreprises-là recherchent premièrement. Si on faisait un compromis là-dessus, bien, on serait moins attractifs. Donc, on n'a même pas une bonne raison économique de faire ça.

Alors, on a introduit un processus de suivi qui va permettre... un suivi environnemental de tout ce qui est les processus et procédés. Puis ça n'existait pas avant. Alors, oui, Mme la Présidente, il fallait l'écrire. Puis on l'a écrit, parce que ça n'existait pas, ces critères-là, avant. Puis là, avec ces critères-là, on se donne une cartographie pour la suite. Là, maintenant, on sait comment gérer la création de nouvelles usines, comment on fait pour gérer le stock de ces produits-là, parce que c'est des produits chimiques, Mme la Présidente. Il faut être soucieux de ça puis il faut bien les gérer.

Donc, on se positionne pour l'avenir en créant des processus modernes qui vont nous permettre de non seulement nous décarboner, hein, puis qui vont nous permettre d'arriver à notre objectif de 2 millions de voitures électriques au Québec en 2030, 2035, de bannir la vente de véhicules à combustion interne puis, en 2050, d'être carboneutres. Je pense que, si on peut, aujourd'hui, construire des entreprises, cette capacité-là, comme Northvolt, bien, on se prépare pour l'avenir, Mme la Présidente. Puis moi, je pense que c'est de bon aloi puis je pense qu'on est très bien positionnés pour l'avenir si on peut continuer comme ça.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Nicolet-Bécancour pour cinq minutes, s'il vous plaît. Merci.

M. Martel : Merci, Mme la Présidente. Bien, d'abord, je vous salue. Je veux saluer aussi mes collègues, le personnel qui l'accompagne et collègues de l'opposition. J'allais dire : Je suis très content d'être ici. Moitié. Le vendredi, j'aime beaucoup ça être dans ma circonscription. Mais les interpellations, ça fait partie de notre processus démocratique, puis, parler de la filière batterie, bien, je me sens un peu comme la maman ourse qui veut défendre ses petits. Ça fait que c'est... très content d'être ici.

J'ai de la difficulté à suivre Québec solidaire par rapport à... Quand les gens de Québec solidaire sont venus chez nous ou à Trois-Rivières, bien, on les sent très positifs par rapport à la filière batterie. Quand ils sont à Québec, beaucoup moins. Pourquoi? C'est évident que le... Québec solidaire, ils ont beaucoup de difficultés au niveau de la création de la richesse. Tu sais, pour dépenser de l'argent pour... il n'y a vraiment... il n'y a vraiment pas de problème. On est très, très imaginatif. Mais jamais... À part des taxes, à part de taxer ou... les ultrariches, taxer les ultrariches, c'est rare qu'on entend parler de création de richesse. Moi, mes notions économiques, là... Si on veut distribuer de la richesse, c'est important de la créer, puis je trouve qu'on a une opportunité extraordinaire avec la filière batterie.

Chez nous, je compare ça souvent, moi, je viens de la Mauricie, je compare ça souvent aux pâtes et papiers. Mon grand-père a travaillé toute sa vie dans une usine de pâtes et papiers, mon père aussi. Les pâtes et papiers, pour la région de la Mauricie, ça a créé des emplois absolument... en abondance, puis tous les emplois secondaires aussi rattachés à ça. Moi, je pense que, pour la région de Nicolet-Bécancour, la région de la Mauricie... je le compare souvent, je pense que la filière batterie va avoir un peu ces mêmes répercussions là. On va créer des emplois, des emplois secondaires par centaines, par milliers pour des générations futures.

Moi, depuis que je suis en politique, depuis 2012, je n'ai jamais accepté que la région Mauricie—Centre-du-Québec soit une des régions les plus pauvres au Québec. Quand on pense à tout le potentiel qu'on a, les autoroutes, on est à mi-chemin entre Montréal et Québec, on a des paysages extraordinaires, on a la voie ferrée, on a le fleuve Saint-Laurent, il n'y a pas de raison qu'on ne soit pas plus riches que ça. Mais, pour y arriver, bien, il faut créer des emplois payants, puis je pense sincèrement que la stratégie du développement de la filière batterie, c'est un élément très positif par rapport à ça.

• (10 h 50) •

Comment on en est venus à arriver à ce potentiel économique là de filière batterie? Bien, mon collègue ministre l'a mentionné tantôt, premièrement, on a dit : Transformer nos ressources naturelles, ça doit devenir une obsession. Trop longtemps, au Québec, même si on a toujours... Je me souviens de mes cours de géographie quand j'étais plus jeune. On parlait de l'abondance des ressources naturelles au Québec, mais on n'avait pas le réflexe de les transformer. Notre gouvernement, on a dit : On va... on va avoir une obsession par rapport à ça.

Parc industriel de Bécancour, puis c'est là que je voulais faire allusion au recherchiste de l'opposition officielle, il doit être tanné de m'entendre parler de ça, mais parc industriel de Bécancour, c'est le seul parc industriel qui appartient au gouvernement du Québec. Puis, je le dis, il a 60 ans d'existence. Puis, avant notre arrivée, dans les 15 dernières années, on avait perdu plus d'emplois dans le parc industriel qu'on en avait créés, malgré le potentiel incroyable qu'il y a. Au niveau... Premièrement, c'est tout dézonné. Au niveau de la grandeur, on peut accueillir la grande entreprise. Il y a une autoroute 30 qui passe directement dans le parc. Il y a un port en eau profonde. Il y a la voie ferrée. Et on ne mettait pas ce parc industriel là de l'avant.

Moi, une des premières choses que j'ai faites quand on est arrivés au pouvoir, j'ai invité le ministre de l'Économie à faire une visite, puis dire : Voici le potentiel qu'on a. Ensuite de ça, le ministre, il avait aussi l'idée, avec le livre de M. Legault sur les zones d'innovation, de développer des zones d'innovation, puis il voyait un bon potentiel à l'intérieur du parc industriel de Bécancour. Et on a invité aussi Investissement Québec parce qu'Investissement Québec... là, j'essaie d'accélérer, mais ça avait beaucoup de missions. J'ai été dans le développement économique une vingtaine d'années. C'était beaucoup une banque. Ils faisaient bien les choses, mais c'était beaucoup une mentalité de banque. On a transformé le mandat pour devenir beaucoup plus des gens qui vont...

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Merci, M. le député. C'est le tout le temps qu'on avait. Donc, nous allons débiter de suite la troisième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Maurice-Richard pour cinq minutes. Merci.

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Toujours intéressant d'échanger économie — j'imagine que les personnes ici sont au courant que j'ai passé 15 ans dans une institution financière de développement — et toujours impressionnant aussi de voir à quel point est-ce que ce gouvernement aime défendre des multinationales. Il avait l'air mal à l'aise avec le fait que je dénonce l'aspect voyou de ceux qui ne paient pas leurs impôts et leur juste part ou ceux, comme GM, qui sont partis avec l'argent des Québécoises et des Québécois avant de mettre à la porte des milliers de travailleuses et travailleurs. Je rappelle, par exemple, que la compagnie Volta, qui a reçu 150 millions, est au Luxembourg, que Nemaska Lithium a des relations avec l'île Caïmans ou... qui est en... qui a été mise à jour pendant les Paradise Papers. Je ne sais pas ce qui est... ce qui est respectable là-dedans. Nous, on appelle ça voyou. Le gouvernement appelle ça des partenaires d'affaires.

Le gouvernement a parlé de sécuriser l'approvisionnement en batteries. Jusqu'à maintenant... Moi, j'aimerais bien avoir la preuve de ça. Parce que c'est justement ça, la différence entre nous et la CAQ. Nous, on pense qu'il fallait, justement, mettre de l'argent dans cette filière, mais mettre autant d'argent, ça vient avec deux choses dans le développement économique. Ça vient avec du contrôle et des revenus. On n'a aucune preuve du revenu et on n'a aucun contrôle. Est-ce que ces batteries-là vont être au Québec? Est-ce qu'elles vont permettre aux Québécoises et les Québécois d'avoir des véhicules électriques moins chers? Le gouvernement avait même comparé ce projet-là à la Baie James, la Baie James, alors que c'est une infrastructure qui nous appartient, c'est un savoir-faire qui nous appartient. Il n'y a pas le moindre groupe de recherche associé à Northvolt qui va s'installer au Québec. Et c'est un projet noble qui est d'avoir de l'électricité moins chère, le moins cher possible pour les Québécoises et les Québécois. Qu'en est-il de Northvolt? Il n'y a rien en ce sens.

Le gouvernement nous parle des 2 millions de voitures électriques qu'il espère voir. Concrètement, est-ce qu'il y a le moindre projet pour diminuer ne serait-ce qu'un litre d'essence? Ça fait cinq ans qu'il est au pouvoir. Combien de litres d'essence avons-nous diminués, dans notre consommation, des voitures? C'est irresponsable, Mme la Présidente, c'est irresponsable. Et on parle des voitures des particuliers, mais, dans le transport des marchandises, c'est pire. Ça n'a fait qu'augmenter depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir. Il est où, le bilan, cinq ans plus tard? Et ils nous demandent de les croire sur parole, le même... le même parti du troisième lien, un jour, on le fait, un jour, on ne le fait pas, sans étude, sans rien, sans aucune transparence, sans le moindre échange sur les baisses de GES.

Parlons maintenant d'énergie. Actuellement, il n'y a rien qui prouve, parce que les contrats, encore une fois, sont secrets, que ces compagnies-là ne vont pas utiliser d'électricité pendant la pointe hivernale. Or, pendant cette pointe, ça coûte à Hydro-Québec, de s'approvisionner, 1,20 \$ le kilowattheure. Les contrats industriels sont autour de 0,05 \$ le kilowattheure quand ils sont publics. Quand ils sont privés, c'est encore moins. Qui va payer la différence si ce n'est pas Northvolt? C'est les PME, les citoyennes et les citoyens? Et là... Parce qu'on aime bien dire qu'ils vont venir utiliser notre électricité et que c'est la manière avec laquelle on va faire du développement économique, à la manière des années 70, 80, là. On voulait que les investissements viennent de l'étranger. Aujourd'hui, ils viennent de l'étranger avec notre propre argent, c'est une innovation, alors qu'il faudrait électrifier ce qu'on a déjà.

Le gouvernement nous dit : Il va falloir avoir une deuxième Hydro-Québec, une deuxième Hydro-Québec. Je me demande... J'ai du mal à comprendre, et ça doit être... Actuellement, là, Hydro-Québec, c'est 210, 220 térawattheures par an de production. La Romaine, là, c'est 8,5 térawattheures annuels. Une deuxième Hydro-Québec, c'est 25 Romaine. La Romaine, c'est quatre barrages. On parle de l'équivalent de 100 barrages et on continue à nous dire : Ne vous inquiétez pas, ce qu'on a donné maintenant, c'est du surplus. Mais de quel surplus on parle? On a 50 % de notre énergie qu'on consomme qui est aujourd'hui à essence, qu'il va falloir électrifier. Basé sur quoi vous allez le faire? C'est ça, l'économie du XXIII^e siècle? C'est nous, l'économie du XXIII^e siècle. Vous êtes bloqués dans le siècle dernier, et c'est désolant.

Maintenant, il faudrait de la transparence. Combien de GES vous allez demander? Combien les Québécois vont payer en électricité? Quelles sont les retombées économiques? C'est ça que nous avons besoin, pas des comptes à rendre aux multinationales et aux donneurs d'ordres. Au Québec, M. le ministre. Merci.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au ministre pour cinq minutes. Merci.

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Je ne sais pas où débiter. Je pense que je vais parler... bien, en fait, suite à l'intervention du collègue, je suis inspiré à revenir sur ce que le premier ministre a dit cette semaine. Le premier ministre a été très clair, Mme la Présidente, il y a... les Québécois n'ont pas à s'inquiéter de manquer de l'électricité, là. Il n'y a pas personne ici qui va ouvrir son chauffage, puis ça ne marchera pas, là. C'est des blocs d'énergie qui sont divisés par résidentiel, commercial, industriel, et ici on parle de projets industriels.

Mais le collègue a raison de dire que ça va tellement bien qu'il y a beaucoup de projets, puis il va falloir choisir lesquels qui sont les plus stratégiques et ceux qui sont les plus porteurs. Puis, il a raison, c'est un défi énorme. C'est un défi énorme. On s'est donné des critères pour analyser les projets, pour être sûrs qu'on puisse être transparents avec les gens, pour dire : Voici où est-ce qu'on s'en va, au Québec, par rapport à notre stratégie batterie, par rapport à notre utilisation d'énergie. Parce que, je l'ai dit, il y a un engouement mondial pour notre électricité. Mme la Présidente, c'est rare, un État qui peut avoir 99,5 % d'énergie verte. C'est rare et, je vais aller plus loin, c'est précieux. Alors, la planète entière parle de Bécancour. La planète entière parle du Québec comme une solution de rechange et une façon de copier. Alors, c'est une bonne nouvelle, Mme la Présidente, le positionnement que le Québec a pris ces dernières années.

Le collègue, il dit qu'il était pour les batteries, mais en fait il n'y avait pas de programme, au... chez Québec solidaire, qui parlait de ça en 2018 ni en 2022. Québec solidaire est très, très bon pour dire : Il ne faut pas qu'on... il faut arrêter de croître puis il faut enlever des choses, mais ils ne disent pas comment.

Alors, nous, on dit qu'on a un objectif de 2 millions de voitures électriques sur les routes. Puis nous, on pense que ça passe, entre autres, par cette capacité-là de filière batterie qui va nous permettre d'avoir le moteur des voitures à l'intérieur de notre juridiction. Puis nous, on pense que ça prend des entreprises privées pour créer l'essor économique, pour carburer tout ce que les Québécois aiment, les services sociaux, des frais de garde à prix modique, des frais universitaires à prix modique. Ça, c'est qu'est-ce qu'on veut faire au Québec. C'est ça, la vision du premier ministre, c'est ça, la vision de mon collègue le ministre de l'Économie, c'est de dire : Comment on fait pour créer un environnement économique qui est plus prospère, qui va nous permettre d'aller au bout de notre potentiel en éducation, en santé, et tout? Ce n'est pas une fin en soi, comme le dit toujours le premier ministre. Ça rend possibles toutes nos ambitions.

• (11 heures) •

Alors, où est-ce que je rejoins Québec solidaire, c'est dans le grand rêve de dire : Les Québécois, ils méritent les meilleurs services au monde. Je pense qu'on serait d'accord, moi et le collègue, là-dessus. Bien, moi, c'est parce que je pense à les payer. C'est juste ça, la différence.

J'ajouterais pour le collègue... Encore une fois, s'il veut parler d'énergie, puis il évoque les tarifs puis les pics, il est vrai, l'hiver, quand il fait froid, les Québécois chauffent. L'été, on chauffe moins. C'est la raison pour laquelle on a fait une entente avec l'Ontario. Puis ça, c'est une entente, là, gagnant-gagnant. Durant... Bien, en fait, l'Ontario, eux, leur pic, c'est l'été. Eux autres, c'est l'air climatisé. Les gens, ils ouvrent l'air climatisé, puis leur pic à eux, c'est l'été. Puis nous, notre pic, c'est l'hiver. Ça fait qu'on a fait une entente avec l'Ontario. Quand on est en surplus, on vous le donne. Quand vous êtes en surplus, vous nous le donnez. Ça, ça fait un scénario gagnant-gagnant qui ne coûte pas plus cher aux Québécois parce qu'on travaille de manière intelligente avec notre partenaire qui est, dans ce cas-ci, l'Ontario.

Mais, Mme la Présidente, je pense qu'on arrive à un point où est-ce qu'il va falloir qu'on regarde l'environnement énergétique au-delà de nos frontières. Le Québec a besoin de l'Ontario, comme l'Ontario a besoin du Québec. Le Québec a besoin de Terre-Neuve, comme Terre-Neuve a besoin du Québec. Et, ensemble, si on travaille ensemble, je pense qu'on est capables de faire des grandes choses, des choses vertes et écologiques pour l'avenir, mais je pense qu'il faut aussi penser outre les vieilles façons de faire. Le collègue dit qu'il va... qu'il faut avoir une demi-Hydro, et il a raison. Si on veut décarboner le Québec en 2050, ça va prendre de l'énergie. Alors, on ne peut pas être contre le développement d'énergie, Mme la Présidente. Je pense qu'il faut être cohérent.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Portneuf pour cinq minutes également. Merci.

M. Caron : Merci, Mme la Présidente. Comme je vous le disais précédemment, j'aimerais vous partager notre vision quant à la filière batterie. La Stratégie québécoise de développement de la filière batterie est évolutive et comprend trois volets : exploiter et transformer les minéraux du territoire québécois pour fabriquer des composantes de batterie, comme des anodes et des cathodes, produire des véhicules commerciaux électriques et développer le recyclage de batteries grâce aux technologies québécoises d'avant-garde.

J'entendais le collègue de Québec solidaire, tout à l'heure, dire que nous étions bloqués dans le siècle dernier, que nous étions quasiment irresponsables. Moi, je dirais, au contraire, Mme la Présidente, qu'on s'inscrit, justement, dans les siècles prochains, qu'on s'inscrit dans l'histoire. Le Québec a vraiment tout ce qu'il faut pour produire la batterie la plus verte au monde, et ça, c'est absolument remarquable, Mme la Présidente. C'est remarquable.

Bien entendu, on regarde ce qu'on veut léguer à nos enfants, on regarde ce qu'on veut léguer aux générations futures. On est souvent cités en exemple. Et moi, je suis tellement fier que notre nation, qui n'est, finalement, pas si grande, eh bien, s'illustre déjà de par le monde. On nous cite en exemple. Et on va continuer à... continuer d'aller dans ce sens.

Au Québec, en plus, Mme la Présidente, on possède tous les atouts nécessaires pour que l'on puisse se démarquer à toutes les étapes, finalement, de l'écosystème. On a de l'électricité renouvelable, vous le savez bien. On a des talents, des talents extraordinaires, au Québec, qu'il faut exploiter, qu'il faut continuer de mettre de l'avant. On a des

infrastructures logistiques qui sont, elles aussi, remarquables. On a accès au marché. Notre positionnement géographique fait en sorte que nous pouvons, en effet, devenir des leaders et devenir la référence en matière de batteries vertes, et un écosystème d'innovation qui est toujours en effervescence, qui va faire en sorte que... Finalement, j'ai presque envie de dire que l'équation, Mme la Présidente, est rêvée.

D'ailleurs, cette stratégie concorde avec deux autres politiques clés de notre gouvernement qui sont le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025 et le plan pour une économie plus verte 2030, dont on a eu l'occasion de parler déjà ici ce matin.

Mme la Présidente, on dirait que l'opposition refuse de réaliser l'ampleur de cette annonce, l'ampleur des conséquences qu'elle aura, finalement, pour les générations futures mais aussi pour l'économie québécoise, parce que ça fait partie de notre ADN, vous le savez, Mme la Présidente, au sein de notre formation politique. Beaucoup de chefs d'entreprise essaient d'influencer les décisions pour que l'on puisse se positionner de manière exemplaire de par tous les acteurs économiques en Amérique du Nord, mais même les acteurs économiques de la planète entière. L'implantation de la filière batterie en Amérique du Nord constitue une occasion en or pour le Québec afin de se positionner comme leader au sein de l'industrie stratégique d'avenir, comme je le disais tout à l'heure.

La filière batterie, ce n'est pas juste un investissement comme celui qu'on a annoncé assez récemment avec Northvolt. Ce sont aussi des investissements dans sept autres projets, Mme la Présidente, pour une valeur totale de presque 11 milliards de dollars qui ont été annoncés. Dans notre stratégie pour les mois à venir, on souhaite aussi consolider ce qui a déjà été annoncé, c'est-à-dire l'ajout de capacité de production. On le sait, on a bien hâte d'entendre le président d'Hydro-Québec nous annoncer quels seront les mégawatts qui seront à disposition pour pouvoir, finalement, aller de l'avant pour accompagner de gros projets ambitieux qui sont sur la table de travail de notre ministre. Au chapitre dont je parlais, le gouvernement est présentement en discussion avec plusieurs entreprises. Et c'est une fierté, Mme la Présidente, de voir à quel point beaucoup d'entreprises lèvent actuellement la main pour obtenir l'accompagnement de notre gouvernement dans leur progression, dans leur volonté d'aller plus loin et de devenir plus prospères encore.

Je vois que le temps s'écoule rapidement, Mme la Présidente. J'aurai le plaisir d'intervenir une troisième fois d'ici quelques minutes. Merci beaucoup.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Nous allons maintenant débiter la quatrième série d'interventions. Je cède maintenant la parole à la députée de Notre-Dame-de-Grâce pour cinq minutes. Merci.

Mme McGraw : Merci, Mme la Présidente. Alors, lorsqu'on pense à une industrie au Québec telle la filière batterie, on pense souvent, en premier, à la production et à ses effets, et il ne faut surtout pas oublier l'extraction des minerais, ainsi qu'à la récupération et le recyclage. Lorsqu'on parle de stratégie, tous ces éléments doivent être pris en considération. Alors, comme producteurs de batteries, nous avons non seulement une responsabilité sociale et environnementale, mais aussi un intérêt économique à s'assurer qu'on maximise son utilité, sa durée de vie, et qu'on minimise le gaspillage.

C'est aussi une... Pardon. Selon Sarah Houde, Propulsion Québec, «une batterie usagée est un déchet de grande valeur qui contient des métaux stratégiques moins coûteux à recycler qu'à extraire». Les batteries utilisées dans les véhicules électriques fonctionnent principalement au lithium, un minerai stratégique identifié parmi plusieurs pour lequel la demande sera multipliée par 10 d'ici 2030. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la croissance de la demande est telle qu'il faudrait 50 nouvelles mines de lithium et 60 de nickel d'ici 2030.

Alors qu'il n'était pas rentable de recycler autrefois le lithium, ce sera bientôt une nécessité, considérant l'augmentation des véhicules électriques sur nos routes. Selon les projections de Propulsion Québec, «le premier pic devrait être atteint en 2030 : entre 58 000 et 88 000 batteries arriveront en fin de vie cette année-là dans la province» — la grappe industrielle des transports électriques et intelligents. Alors, cela représente, Mme la Présidente, entre 17 500 tonnes et 26 400 tonnes de plastique et de métaux stratégiques à recycler, comme le nickel, le lithium, le cobalt et... ou le graphite.

C'est aussi une occasion de mettre en branle le marché québécois, ses technologies et ses entreprises. Par exemple, la compagnie Recyclage Lithion a développé une méthode qui utiliserait 99 %... pardon, 90 % moins d'eau et qui émettrait 75 % moins de GES que l'extraction minière. En effet, même de grandes entreprises américaines investissent dans cette unique compagnie québécoise oeuvrant dans le recyclage des batteries. Alors, c'est très prometteur.

• (11 h 10) •

En investissant dans le secteur du recyclage, nous contribuerons à la rendre économique... à rendre l'économie québécoise plus circulaire en optant pour une stratégie plus durable. D'ailleurs, à Radio-Canada, le ministre de l'Économie et de l'Innovation a déjà souligné l'importance du recyclage durant le développement de la filière, et je le cite : «Le recyclage devient extrêmement important. Dans 15 à 20 ans, peut-être avant, on n'irait plus extraire ces minerais. Les minerais, on va tous les recycler.» Alors, concrètement, que propose le gouvernement du Québec pour assurer une production responsable et durable de batteries, qui comprend leur récupération et aussi leur recyclage?

Je profite, Mme la Présidente, pour revenir sur le BAPE. Rappelons que la CAQ a adopté cinq positions suite à l'annonce de Northvolt, cinq positions différentes à l'intérieur de cinq jours. Je viens d'entendre le ministre ajouter une sixième position. Il a souligné dans son intervention que le BAPE est un élément clé pour la responsabilité environnementale des entreprises. Alors, est-ce que le ministre, aujourd'hui... Est-ce qu'il confirme aujourd'hui qu'il va y avoir un BAPE sur Northvolt?

Il a aussi cité Al Gore, que je connais depuis 30 ans. C'est mon mentor. J'ai fondé la version canadienne de son projet Réalité ici, au Canada. Alors, je permets de dire que, si on félicite Al Gore, c'est à cause... sur les... en matière... ici, au Québec, c'est à cause des décisions structurantes des gouvernements libéraux, c'est-à-dire l'hydroélectricité et le marché de carbone, et je tiens à le souligner.

Alors, est-ce qu'il va y avoir un BAPE? Parce que je viens d'entendre le ministre adopter une sixième position, qui est très, très bienvenue, qui dit que le BAPE, c'est essentiel à la responsabilité sociale des entreprises. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole au ministre pour cinq minutes. Merci.

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Une des premières fois que j'ai rencontré la collègue, on a fait une étude détaillée d'un projet de loi qui portait sur une ligne d'interconnexion vers les États-Unis, puis il y avait un point de litige, c'était si, oui ou non, il allait y avoir un BAPE, puis qu'est-ce que le BAPE disait. Alors, c'est clair, Mme la Présidente, puis je l'ai dit à plusieurs reprises, au Québec, on vit dans un État de droit et on est un des États les plus rigoureux en matière d'environnement. Alors, moi, ce que je peux confirmer à la collègue, comme on l'a fait à plusieurs reprises, on va suivre les lois et les règles du Québec, Mme la Présidente. C'est... Ça va de soi. C'est une des raisons que les gens veulent investir au Québec. Alors, moi, je ne vois pas... En tout cas, je ne vois pas où est-ce qu'elle veut m'amener, mais, je vais le dire clairement, je suis fier du fait qu'au Québec on fait les choses bien.

Et, avant, là, c'était une pénalité qu'on payait, Mme la Présidente, de faire ça. Je donne souvent l'exemple... Quand je parle à des gens dans l'industrie, je leur dis : Tu sais, il y a 20 ans, là, dans le creux, là, de l'économie, puis quand ça allait moins bien au Québec, on avait des processus rigoureux, environnementalement rigoureux, puis on payait le prix un peu pour ça en termes d'économie, là. Tu sais, il y avait des entreprises qui ne voulaient pas investir ici. C'était trop compliqué. Ce n'est pas assez facile. Mais on a tenu notre bout, puis, aujourd'hui, ça, c'est une valeur ajoutée. Les gens sont prêts à payer plus pour venir au Québec puis de faire affaire avec nous. Alors, on a eu raison d'être rigoureux. L'histoire nous donne raison d'avoir été si rigoureux avec nos processus. Puis on ne va pas changer. C'est la carte de visite que le Québec a quand on fait des rencontres avec les entreprises qui veulent investir au Québec. Donc, voilà.

Très content que la collègue évoque le recyclage, parce que le recyclage, là, c'est important. Tantôt, quand je disais : De la mine au recyclage, c'est ce que je voulais dire. C'est que, là, on extrait notre lithium, on produit des batteries vertes avec, mais, un jour, il va falloir gérer les déchets. Bien, on pense déjà à ça. Dans la stratégie batterie du gouvernement du Québec, on pense déjà à ça. On a financé Lithion. La collègue a évoqué cette compagnie-là. On est déjà en affaires avec eux parce qu'on pense que le recyclage, ça va être important. Puis non seulement ça, ça nous permet de minimiser le risque géostratégique de dépendre de pays qui sont moins sûrs pour nous approvisionner en matériaux... en minerais critiques. Donc, on règle toutes sortes de problèmes, un problème environnemental, un problème géopolitique.

Puis aussi on crée des emplois de qualité chez nous et on développe une expertise de pointe, une expertise qui va faire des petits, là, Mme la Présidente. On le sait, hein, quand on crée un nouvel... un nouveau secteur, là, au début... C'est vrai, ce que le collègue de Maurice-Richard dit. C'est vrai, il y a des gens de l'étranger qui vont venir investir ici. Mais on est quand même propriétaires de nos minerais, puis on est quand même impliqués, puis on a des parts dans ces entreprises-là, Mme la Présidente. Mais, il a raison, c'est une... c'est une connaissance qu'on n'a pas encore. Mais, un jour, là, dans ces pousses-là, là, dans les 5 000 emplois de qualité qu'on crée, là, avec notre filière, puis les... plus qui vont venir en deuxième et en troisième transformation plus tard, ces gens-là, là, il va y en avoir un, deux, peut-être 10, 15 qui vont se dire : Aïe! moi, là, je me lance en affaires. Puis ça, on appelle ça de l'innovation, Mme la Présidente. C'est des gens qui regardent. Ils apprennent. Puis là ils vont se dire : Moi, là, je vais me partir en affaires, basé sur ce que j'ai vu ici, je suis capable de faire mieux, puis mon boss ne me donne pas la latitude de le faire, etc. Puis là c'est de même qu'on crée des entrepreneurs.

Puis moi, je suis convaincu que, dans 20 ans, le petit investissement — relatif pour le... qu'est-ce que ça pourrait devenir — d'aujourd'hui va sembler... On va rire du fait qu'on... qu'il y avait des gens qui ne pensaient pas que ça allait marcher. Je souhaite ça pour le Québec. Je souhaite que... comme Jean Lesage se faisait dire : Bien, voyons donc, tu t'en vas dans le nord construire des affaires, il fait froid l'hiver, comment tu vas faire ça? Puis on riait de lui. Il y avait des gens, là, comme nous ici, là, qui venaient ici, dans ce parlement, lui dire qu'il était dans le champ puis il n'avait pas raison de le faire. Puis moi, je souhaite, dans 20 ans, de pouvoir dire : Bien, on nous a dit ça, nous autres aussi, Mme la Présidente, mais on y a cru, puis, aujourd'hui, regarde ce que ça a donné.

Oui, c'est sûr que, quand on veut s'insérer dans une chaîne de valeur d'un nouveau secteur, ça coûte cher, mais moi, je suis convaincu, je suis convaincu que ça va faire des petits puis qu'on va avoir énormément d'innovation là-dedans, ne serait-ce que pour nous préparer, comme je le disais dans mon introduction, pour la suite, qui va être le stockage de courant et d'électricité pour les batteries éoliennes et les batteries solaires. Alors, moi, j'y crois beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Nicolet-Bécancour pour cinq minutes aussi.

M. Martel : Merci, Mme la Présidente. Déjà, la filière batterie, on a investi à peu près... on a fait des annonces, à peu près, de 2 milliards dans le parc industriel de Bécancour. C'est sûr qu'on ne pourra jamais être d'accord, moi puis le député de Québec solidaire, quand il parle d'un siècle passé, de notre vision, alors qu'aujourd'hui on parle du développement de la filière batterie. C'est sûr qu'on ne peut pas... on ne peut pas s'entendre. On a annoncé déjà 2 milliards à peu près, et je pense que, d'ici un an à Bécancour, on devrait annoncer encore un autre 2 milliards. Je ne serais pas étonné.

Entre-temps, la semaine passée, peut-être la semaine passée, on a annoncé 75 millions à l'ABI. L'ABI, c'est une entreprise qui a 1 000, 1 100 travailleurs. On sait que c'est une industrie qui est importante pour le Québec. En annonçant 75 millions, on garantit, là, pour plusieurs années la survie de cette usine-là.

Cette semaine, je ne sais pas si le collègue l'a vu, mais il y avait une annonce, Air liquide, qui dit qu'il veut investir 200 milliards dans le parc industriel de Bécancour. Juste rappeler, Air liquide, ils produisent de l'hydrogène. Le plus gros électrolyseur au monde, il est à Bécancour. Il appartient à Air liquide. Ce n'est pas moi qui le dis, là.

Dans le communiqué, il dit : «Le Québec est aux avant-postes de la transition énergétique, développant activement un écosystème industriel dynamique autour des composantes de la batterie, de l'hydrogène et des énergies renouvelables», indique le directeur général du pôle Amérique d'Air liquide, Matthieu Giard, par voie de communiqué. "Le marché des batteries pour véhicules électriques est en expansion rapide et offre de nombreuses opportunités qui donnent lieu à l'émergence d'écosystèmes dédiés à son soutien et à son développement. La région présente de nombreux atouts, notamment ses ressources hydroélectriques, une main-d'oeuvre qualifiée, un écosystème d'innovation dynamique", fait-il valoir, rappelant qu'Air liquide est à Bécancour depuis plus de 35 ans.» Ce n'est pas moi qui dis ça. Je sais qu'ils n'aiment pas beaucoup ça, les compagnies internationales, mais, quand même, nous autres, on est fiers de l'avoir.

• (11 h 20) •

Je suis certain que le collègue a lu l'excellent papier d'Alec Castonguay. C'est paru dans la revue *L'Actualité* dernièrement. Encore là, ce n'est pas moi qui le dis, là. Et lui, il base son texte sur trois choses, trois vertus, pourquoi les développements de la filière batterie. La première, c'est de protéger notre marché le plus important, qui est le marché des États-Unis. La deuxième, c'est... Là, on parle de la batterie pour les voitures, mais, éventuellement, les batteries, ça va être dans les maisons. Et, troisièmement, ce n'est pas tous les hommes et les femmes qui vont aller à l'université. C'est important de préserver des emplois de cols bleus. Là, ce n'est pas moi qui le dis. Mais je veux quand même le citer puis je vais essayer de faire ça le plus rapidement possible, là, mais, quand il parle de... du marché, c'est important de protéger le marché américain : «L'avenir de l'industrie automobile étant électrique, toutes les composantes qui traverseront la frontière chaque jour de part et d'autre seront autant d'arguments pour garder ce robinet économique ouvert», c'est important qu'on ait des... un développement industriel qui puisse toujours, toujours rentrer dans le marché américain.

Par rapport à la maison, ce que je trouve vraiment intéressant, c'est qu'il dit : «Or, la création d'une grappe industrielle de la batterie au Canada et au Québec va permettre de développer une expertise, des talents et tout un réseau de PME qui vont non seulement alimenter l'industrie automobile, mais aussi les batteries pour maisons et commerces afin d'accélérer le virage vers les grilles intelligentes et bidirectionnelles d'électricité. Ce sera bon pour les citoyens, les entreprises, les villes et Hydro-Québec. D'ailleurs, le recyclage — on en parlait tantôt — des batteries sera l'un des champs d'expertise de la filière batterie au Québec.» Parce qu'on a ça en tête aussi.

Et, par rapport aux emplois, que je veux absolument mentionner : «La sortie de terre de la filière batterie en Amérique du Nord ne résoudra pas à elle seule les maux de notre époque. Mais les emplois qui seront créés par milliers dans les prochaines années seront des emplois de mécaniciens, de soudeurs, de machinistes, de manoeuvres, d'électriciens, de plombiers, de préposés d'entrepôt, des bons emplois pour la classe ouvrière dans un domaine — l'énergie de demain — qui inspire confiance.»

La Présidente (Mme Haytayan) : ...

M. Martel : Oui. Donc, je voulais... Il n'y a pas juste la CAQ qui dit que c'est bon, le développement de la filière batterie au Québec. Il y a des entreprises de l'extérieur puis il y a des chroniqueurs chevronnés ici. Merci.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Nous allons débiter la cinquième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Maurice-Richard pour cinq minutes. Merci.

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Le ministre nous a dit que nous, on n'avait pas ça, la planification de la batterie, et que son ministre de l'Économie de l'époque, en 2019, avait pensé... a eu cette vision, cet horizon sur la filière batterie. En 2018, en fait, nous avons la stratégie sur la filière batterie, que, d'ailleurs, je vais déposer avec l'accord de mes collègues, évidemment. En 2022 aussi, nous avons ça dans notre plateforme, et nous allons aussi la déposer.

Je comprends que les multinationales étrangères parlent avec énormément d'engouement de notre électricité, cher collègue. C'est juste évident. Vous savez, la Caisse de dépôt, actuellement, quand elle investit dans une compagnie, elle s'assure que cette compagnie-là paie sa juste part de finances mondialement. Quelle assurance le ministre a que ces compagnies... On est rendus à ce qu'une caisse, dont ce n'est pas l'objectif, mais pour des questions de responsabilité sociale, s'assure que les compagnies paient leur juste part, et, ici, des compagnies qui sont inscrites dans des paradis fiscaux ne seraient pas des voyous. On leur donne des milliards sans même avoir le contrôle, c'est-à-dire qu'on ne prend pas des parts suffisantes pour avoir le contrôle. Le ministre nous parle de s'assurer l'approvisionnement des batteries. Quel... Est-ce qu'il y a ça dans le contrat? Est-ce qu'il s'engage à nous dire que, dans le contrat, il y a des batteries qui vont rester au Québec?

Évidemment, les multinationales se frottent les mains en vente d'électricité, qu'en fait on n'a pas encore aujourd'hui. Les prochains développements d'éoliennes et de barrages vont être autour de 0,11 \$ le kilowattheure. On leur vend à 0,05 \$. Qui va payer la différence?

On nous parle de création d'emplois. Bien sûr, nous sommes pour la création d'emplois. Mais elle est où, la limite? On met 100 000 \$, 200 000 \$ par emploi. On est rendus à un million et demi par emploi. Il y a bien des PME, au Québec, et des industries ici, localement, qui prendraient le million et demi pour créer des choses de qualité.

Ça fait que la question, c'est de dire : Bien sûr, la filière batterie, mais à quel prix? Et sans contrôle, sans s'assurer que ces batteries-là vont effectivement participer à notre transition énergétique, à rester au Québec, et sans part, sans s'assurer que cet argent-là ne va pas aller dans des paradis fiscaux? Et comprendre quel est le montage économique qui nous permet d'affirmer qu'il va y avoir des retours. On n'a que la parole du gouvernement, le même qui voulait faire le troisième lien ou qui le veut encore, on n'a pas vraiment compris.

Maintenant, sur la question de la transition, il y a aussi la question du sérieux, parce qu'on veut bien croire sur parole un gouvernement, mais on peut aussi le juger sur son bilan. Qu'a fait le gouvernement pour qu'on commence à économiser de l'énergie, justement, pour en dégager pour nos industries? Ça fait cinq ans qu'ils sont au pouvoir. Le code du bâtiment, il s'est-tu amélioré? On continue aujourd'hui, à présent, à l'heure où on se parle, cinq ans après l'arrivée de la CAQ au pouvoir, à construire des passoires énergétiques au Québec. On continue à vouloir pluguer des nouveaux bâtiments tout neufs à des infrastructures de gaz naturel. Je rappelle ici que le temps d'amortissement, et c'est ce que fait payer Énergir, d'un tube de gaz est de 40 ans, minimum 30 ans. On est en 2023. Vous comprenez qu'on dépasse 2050. C'est... Ou eux ils ne savent pas compter ou on compte sur le fait qu'on ne va jamais atteindre les objectifs de GES. C'est irresponsable. C'est choquant.

Où est le programme de rénovation des bâtiments pour consommer moins d'énergie, à part demander... Actuellement, Hydro-Québec fait le tour des municipalités pour leur dire : S'il vous plaît, pluguez du gaz naturel parce qu'on n'est pas capables de vous donner de l'électricité pour électrifier. Bien, isolons les... Combien de maisons ont été isolées depuis que la CAQ est au pouvoir? 10 000, 5 000, 200? Elle est où, l'annonce? Combien de litres d'essence avons-nous diminués dans la consommation du transport? Combien? 1 million de litres, 100 000 litres, 10 litres, zéro? A-t-on augmenté? On a augmenté, Mme la Présidente, et ils veulent qu'on nous croie sur parole pour nous dire : C'est extraordinaire, c'est vert. Rendez publiques les analyses économiques, les baisses de GES, le coût que ça va coûter d'électricité aux Québécoises et aux Québécois, et ensuite, effectivement, on vous croira.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au ministre pour cinq minutes. Merci.

M. Skeete : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Le collègue, tantôt, évoquait son expertise et son expérience dans le domaine économique. Je pense qu'il travaillait à la DEC. C'est-tu ça, la DEC, Développement économique Canada? C'est ça. Je me demande si ses patrons, au DEC, auraient été de bonne humeur s'il avait fait une conférence de presse pour annoncer les contrats qu'il travaillait avec les entreprises. Je ne pense pas, Mme la Présidente. Il le sait, dans le domaine des affaires, quand on fait du financement avec des entreprises, on ne peut pas donner les chiffres à tout le monde, ne serait-ce que pour protéger la compétitivité entre les entreprises. On se doit d'être neutres. Il le sait, ça, Mme la Présidente, mais il dit qu'on n'est pas transparents parce qu'on ne le partage pas.

Je veux revenir sur quelques sorties qu'a faites le collègue, notamment en lien avec l'économie d'énergie. Je trouve que la question est superbonne, parce qu'effectivement plus les Québécois vont économiser leur énergie, bien, plus d'énergie qu'on va avoir pour donner à ces gens-là qui veulent investir au Québec. Donc, c'est clair. Puis... Mais, en même temps, les Québécois sont propriétaires de cette électricité-là, hein? Ça fait qu'il ne faut jamais l'oublier, ça. Puis le collègue a raison de dire qu'il faut toujours, et le premier ministre l'a dit, il faut toujours s'assurer que les Québécois aient leur électricité à un prix raisonnable. Puis c'est ça qu'ils méritent, les Québécois, puis on est entièrement d'accord avec ça.

Du côté de l'économie d'énergie, je veux parler de deux investissements qu'on a faits, parce que je suis particulièrement fier de ceux-là. La première s'appelle BrainBox. BrainBox, c'est une entreprise qui... bien, ça, ça coche plein de cases, Mme la Présidente. Ça coche la case de technologie, de TI, d'intelligence artificielle, d'innovation québécoise, puis en même temps ça réduit les GES puis ça nous aide à économiser de l'électricité. BrainBox a un procédé, dans le fond, où est-ce qu'ils aident les entreprises à sauver de l'énergie en utilisant une intelligence artificielle qui va dire : Bien là, il faut diminuer la température dans cette pièce-ci, il faut diminuer les lumières dans cette pièce-là, ainsi... puis ainsi de suite. Puis ce qui est intéressant avec ça, c'est que le modèle d'affaires de BrainBox, c'est... Ils ne chargent pas pour ça, Mme la Présidente. Ils prennent un pourcentage des économies que ça va générer. Ils sont à ce point confiants que leur technologie est bonne qu'ils prennent une part des économies. Donc, tout le monde est gagnant. Ça, c'est quelque chose qu'on a fièrement financé au gouvernement du Québec.

• (11 h 30) •

Puis il y a une entreprise, à Laval, que je suis allé faire une visite récemment. J'y retourne parce qu'on investit à nouveau bientôt. Je ne peux pas vous dire le nom. Bien, eux, ce qu'ils font, c'est qu'encore une fois, en utilisant la technologie d'information, ils prennent... avec l'intelligence artificielle, ils gèrent l'output, là, de l'énergie dans une bâtisse. Ça fait que, mettons, là, on a un transformateur qui a été conçu pour une autre époque, parce que, souvent, on habite dans des bâtisses qui ont plus de 20 ans, 30 ans, 40 ans, puis l'intelligence artificielle va venir baliser l'utilisation de l'énergie dans cette bâtisse-là pour être sûr qu'on ne fait pas sauter le disjoncteur. Puis ça nous assure aussi de pouvoir maximiser les connexions, parce que, de plus en plus, les gens ont des voitures électriques. Alors, c'est le genre de choses qu'on doit faire.

Mais mon collègue, aussi, il a évoqué quelque chose d'autre qu'on doit penser. On doit aussi assurer la bidirectionnalité du courant, parce que, quand on parle de 2 millions de voitures électriques, bien, c'est 2 millions de batteries ambulantes, ça aussi. Ça fait qu'il faut changer totalement notre paradigme, quand on regarde l'avenir, par rapport à l'utilisation de l'énergie et de voir les opportunités que ce changement de paradigme là va nous amener.

Je veux terminer, dans la dernière minute qu'il me reste, Mme la Présidente, pour dire... bien, en fait, corriger quelque chose que le collègue a dit. Le collègue a dit qu'on vend de l'électricité qu'on n'a pas. Mme la Présidente, je veux rassurer les Québécois et les Québécoises, un, il ne manquera pas d'électricité au Québec, et, deux, on ne vend pas de manière cavalière l'électricité qu'on n'a pas, Mme la Présidente. Voyons donc! Le Québec est un État de droit. On va honorer nos engagements, ça va de soi. Mais je pense que c'est important de le dire pour corriger des choses qu'il véhicule des fois aussi dans le public mais ici aussi.

L'opportunité qu'on a, Mme la Présidente, avec l'énergie, ce n'est pas... C'est clair qu'on en utilise plus qu'avant, parce que, je vous ai dit, là, il y a un engouement envers le Québec. Alors là, on a des choix intéressants. Ce n'est pas des choix de dire : Oui, mais là est-ce qu'on veut... tu sais, qu'est-ce qu'on veut faire avec l'énergie? Bien là, tu sais, ça ne va pas bien, il y a un surplus, on ne sait pas quoi faire avec. Non. On est dans la mentalité de dire : O.K., quel projet porteur est plus à notre image? Puis ça, c'est un changement aussi de paradigme, Mme la Présidente. On n'est pas où est-ce qu'on était avant. On a de l'électricité propre. Les gens la veulent. Les Québécois veulent qu'on l'exploite parce qu'ils veulent qu'on aide à décarboner nos voisins.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Portneuf pour cinq minutes. Merci.

M. Caron : Merci, Mme la Présidente. Le député essaie de nous dépeindre, depuis tout à l'heure, comme des gens qui ne sommes pas capables de faire la démonstration des économies d'énergie qui sont faites, qui ont déjà été faites et qui vont être faites dans l'avenir grâce aux actions qu'on prend. Moi, je sais une chose, Mme la Présidente, c'est que le statu quo ne permettra, bien entendu, d'économiser aucun litre d'essence. Donc, on va continuer d'aller de l'avant à la fois dans beaucoup de dossiers mais dans la filière batterie, vous l'aurez compris, qui nous anime tellement ce matin, Mme la Présidente.

Tout à l'heure, je vous parlais de nos investissements dans la filière batterie et j'aimerais poursuivre dans ce sens et aborder aussi l'enjeu de la transparence. Le ministre l'a abordé il y a quelques instants, tout le monde sait, tous les gens qui ont touché de près ou de loin le monde des affaires savent qu'il est primordial de conserver une certaine confidentialité dans les dossiers, dans les échanges qui sont entamés de part et d'autre, de part et d'autre des négociations avec les entreprises. Et tous ceux qui appartiennent ou qui, encore une fois, ont touché de près ou de loin le monde des affaires sont en mesure de comprendre ce concept.

Dans le cadre de nos négociations, Mme la Présidente, le gouvernement a, bien entendu, accès à des informations qui sont parfois stratégiques, de nature financière, commerciale, technologique, qui ne peuvent pas être divulguées aussi simplement que ça. Donc... Et on sait bien que, si on avait accès à certaines formes de divulgation de cette nature, eh bien, on pourrait tout simplement mettre en péril des projets parce qu'on pourrait mettre en doute leur compétitivité ou finalement permettre à toutes sortes d'intervenants de pouvoir aller décortiquer et d'essayer de se positionner à la dernière minute.

On joue sur un échiquier qui est mondial, Mme la Présidente. Donc, c'est important, dans ce contexte de concurrence internationale, de protéger la divulgation de l'information sur les entreprises avec qui le gouvernement est en discussion, sur les aides financières qui sont possibles, les aides financières qui sont envisagées. Et il ne faut absolument pas nuire à la capacité du Québec... d'attirer, pardon, des projets d'envergure, parce que, je le disais tout à l'heure, et tous ici le disions, de ce côté-ci de la Chambre, à quel point nous croyons en cette filière batterie et à quel point nous sommes ambitieux pour l'économie du Québec. Mme la Présidente, le ministère et Investissement Québec s'assurent de dévoiler les informations essentielles et pertinentes en temps et lieu sur les projets de la filière batterie. Il faut choisir les moments opportuns, lorsque les projets sont, finalement, suffisamment avancés.

Il y a des enjeux, bien entendu, et on ne prétend pas ici, ce matin, que tout est facile. Il y a, bien entendu, cette question de pénurie d'emplois. Ces grands projets vont nécessiter la création d'emplois. Bien entendu, j'ai, moi aussi, entendu à quelques reprises que certains dénoncent le fait que nous aurons de la difficulté à trouver des travailleurs. Mme la Présidente, bien entendu, on prend aussi cet enjeu à bras-le-corps et on essaie de trouver des solutions. Plusieurs programmes sont offerts et vont pouvoir former les futurs employés à la filière batterie, qui est quand même quelque chose, sur le plan de la technologie, qui est très pointu. Je parle, notamment, du D.E.P. en opération d'équipements de production, l'A.E.C. en opération et contrôle de procédés chimiques ou encore le bac en génie chimique. Donc... Et, on le voit, Mme la Présidente, déjà, plusieurs établissements lèvent la main pour être en mesure de former de futurs employés.

Donc, il y a cet enjeu de formation qui, bien entendu, surgit, mais vous pouvez avoir l'assurance, Mme la Présidente, qu'on va continuer d'accompagner tous les acteurs de l'enseignement pour faciliter à la fois l'enseignement, le recrutement et la mise à disposition, finalement, de ces travailleurs qui vont venir prêter main-forte dans ce projet tellement ambitieux que l'on a hâte de continuer de voir progresser. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député. Nous allons débiter la sixième série d'interventions. Je cède maintenant la parole à la députée de Notre-Dame-de-Grâce pour trois minutes. Merci.

Mme McGraw : Merci, Mme la Présidente. On comprend très bien que la filière batterie va exiger des quantités phénoménales d'énergie. Il faut s'assurer de ne pas mettre tous les oeufs dans le même panier. En effet, il faut s'assurer que nos villes puissent continuer à se développer et que nos PME, qui sont vitales à notre économie québécoise, puissent aussi avoir droit à leurs besoins énergétiques. Et on ne parle même pas des engagements à l'international. On comprend

qu'en privé des partenaires à l'international, aux États-Unis se préoccupent de la situation. Il y a même... Et je cite Bloomberg : «The region that produces North America's cheapest power faces a threat that seemed impossible just a few years ago, running short of electricity.» Donc, on porte beaucoup attention à comment gère, ce gouvernement, nos besoins énergétiques ici, à l'étranger.

Revenons à nos villes. Notre attention est retenue par ce qui se passe à Gatineau, où Hydro-Québec est venue dire que des projets résidentiels devraient être retardés, Mme la Présidente, en raison de la capacité non suffisante du réseau dans la région. Rappelons-nous qu'Hydro-Québec a le devoir de desservir tous les citoyens. C'est dans la loi. À cause de ces cas comme ci, les entreprises en... Pardon. Donc, tout ça dans un contexte de crise de logement. On craint de ne même pas avoir... pouvoir fournir l'électricité. Pourtant, c'est surprenant, étant donné qu'à l'émission *Tout le monde en parle* le ministre a dit, et je cite, qu'«on ne manquera jamais d'électricité pour le résidentiel et le commercial». Alors, comment concilier ce que le ministre a dit et ce qu'Hydro-Québec disent? C'est vraiment préoccupant.

Allons maintenant à Vantage Canada, où un investissement de 1,6 milliard de dollars échappe au Québec. Faute d'électricité, la compagnie doit maintenant renoncer à son expansion au Québec et va aller ailleurs au Canada. Alors, c'est vraiment une opportunité ratée, Mme la Présidente.

Et finalement les PME, qui demandent des critères d'octroi d'électricité plus transparents. L'UMQ aussi, qui aimerait bien connaître comment est évaluée la portion liée au développement régional. À cause de cas comme ça, les entreprises en région ont de plus en plus l'impression que le ministre, il priorise les grandes entreprises aux PME québécoises qui sont implantées dans la région et qui veulent aussi contribuer, Mme la Présidente, au développement durable et économique du Québec.

• (11 h 40) •

En terminant, je voudrais conclure que... en disant que toute cette mauvaise planification de la CAQ entraîne des conséquences néfastes et sème de l'inquiétude au niveau économique, au niveau de la population et au niveau de nos partenaires à l'international. Merci, Mme la Présidente.

Conclusions

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, Mme la députée. Nous en sommes maintenant aux dernières interventions. M. le ministre, vous avez la parole pour 10 minutes. Merci.

M. Christopher Skeete

M. Skeete : Merci, Mme la Présidente. Je vais prendre quelques minutes pour réagir à l'intervention de la collègue. La planète entière a un défi énergétique, Mme la Présidente, d'où la sagesse du premier ministre d'avoir fait du ministre de l'Économie aussi ministre de l'Énergie.

J'ai croisé... Je vous parlais tantôt du responsable du développement économique à Nuevo León puis je lui ai posé la question. J'ai dit : Les 45 milliards, là, que vous voyez... Puis là il me parlait de 45 milliards juste dans le secteur automobile. Il me disait que, dans les cinq prochaines années... ou c'était 10 prochaines années, il pensait que la ville de Monterrey allait doubler en termes de population. Puis, en ce moment, Nuevo León s'alimente à 60 % gaz. J'ai dit : Tu vas prendre le courant où? Puis le regard qu'il m'a donné, Mme la Présidente, me faisait réaliser à quel point il y a beaucoup de gens qui ne réalisent pas les défis énergétiques qu'on a. Heureusement, heureusement, le premier ministre du Québec le voit venir et le voyait venir. C'est la raison pour laquelle on prend des décisions en lien avec l'économie avec un regard toujours, et persistant, sur les besoins énergétiques.

Alors, ce n'est pas surprenant que Bloomberg parle de ça, parce qu'on était, effectivement, en surplus d'électricité verte. C'est comme dire : On avait un surplus de diamants. C'est clair que, quand les gens apprennent ça, ils vont vouloir des diamants.

Alors là, on est ailleurs. On doit gérer la croissance du Québec, la croissance énergétique du Québec avec un regard de l'arrimage entre l'économie et l'énergie. Mais, je le répète, Mme la Présidente, il n'y a pas personne ici qui parle de manquer d'électricité pour M. et Mme Tout-le-monde, les PME du Québec, là. On est à gérer la croissance du Québec, Mme la Présidente. Alors, je tenais à vous le rassurer, là, c'est très important, parce que, tu sais, il y a des choses qui circulent. Puis je comprends la joute... la joute politique, là, mais on n'est pas... on n'est pas à gérer si, oui ou non, les gens vont ouvrir leur électricité, puis il n'y en aura pas, là.

Bon, ceci étant, sur l'énergie, je veux revenir globalement sur quelque chose d'autre. Il y a comme un mythe qui circule, comme de quoi les Québécois, avec leur tarif résidentiel, bien, ils subventionnent les projets qu'on fait actuellement. Bien, c'est faux, Mme la Présidente. C'est faux. En fait, Mme la Présidente, c'est les grandes entreprises commerciales et industrielles qui subventionnent le tarif résidentiel. Puis c'est correct, ça. C'est normal. C'est normal, dans un État où est-ce qu'on est fiers d'avoir... notre électricité, elle est verte, que, oui, on se permet d'avoir une petite cote par citoyen puis que ce soient les entreprises qui paient un peu plus cher pour l'avoir. C'est normal, ça, Mme la Présidente. Alors, ça aussi, c'est un mythe qui circule, comme de quoi cette grande ambition que notre gouvernement a, bien, vient avec un coût pour les citoyens, un coût en termes de sacrifice énergétique, là.

Ce qu'on fait, Mme la Présidente, c'est... On investit dans l'avenir. Tantôt, le collègue évoquait, c'était 900 \$ par Québécois qu'on investissait. J'ai répondu en disant : Quand on regarde les États-Unis avec leurs 400 milliards, c'est 1 000 \$ par habitant. Ce serait naïf de penser que, si le Québec n'investissait pas pour attirer ces grandes entreprises là... qu'on les aurait à cause de nos beaux yeux. Ce n'est pas vrai, Mme la Présidente. Ils veulent notre électricité verte, ils veulent venir ici, mais il faut être au moins comparables à ce qui s'offre ailleurs. C'est la base de l'économie. C'est la base d'être en affaires.

On s'est fait convoquer ici en ce beau vendredi, je regarde mon collègue de Nicolet-Bécancour, et on parlait de transparence. La transparence, c'est important pour ce gouvernement. C'est la raison pour laquelle, depuis 2019, on parle de la filière batterie puis c'est la raison pour laquelle, dès qu'on a vu un enjeu avec l'énergie, on a avisé les Québécois. On répond à toutes les questions qui viennent en matière d'énergie quand on nous les pose. Puis, prochainement, au mois de novembre prochain ou très prochainement, on va avoir le rapport final d'Hydro-Québec. On a déjà invité les oppositions.

Le thème sur lequel on s'est fait convoquer ici aujourd'hui, c'était le manque de transparence. On a fait une consultation avec des experts, tous les experts, là, du Québec en matière d'énergie. On les a réunis dans une salle pendant deux jours pour discuter d'énergie, puis qu'est-ce qu'on peut faire, puis qu'est-ce qui est bon, puis qu'est-ce qui n'est pas bon, puis qu'est-ce qui marche, puis qu'est-ce qui ne marche pas, puis où est-ce qu'on peut faire mieux, puis où est-ce qu'on est mauvais, puis où est-ce qu'on est bons, justement, pour avoir ces bonnes réponses là. Là, ça, ça circule chez Hydro-Québec puis ça... On le mâche, là. On est après travailler là-dessus. Puis la prochaine étape avec la nomination du nouveau P.D.G. d'Hydro-Québec, c'est de voir l'horizon d'où est-ce qu'on est, où est-ce qu'on s'en va, puis de venir le présenter aux élus de l'Assemblée nationale.

Manque de transparence sur un dossier sur lequel on parle depuis 2019, qu'on annonce avec des... avec des médias qui viennent nous questionner sur les raisons pourquoi on fait ça, avec des questions qu'on dirige à la période de questions, avec des journalistes qui sont présents à la Tribune de la presse, à tous les jours, pour nous poser des questions là-dessus, pour un programme qui est public, qui est connu, qui est su, personnellement, Mme la Présidente, je ne le vois pas, le manque de transparence. Mais il y a une chose que je peux dire. Je souhaite que l'exercice d'aujourd'hui a permis à des oppositions d'avoir réponse à leurs questions.

Mais surtout ce que je souhaite... Je ne pense pas qu'on va être d'accord, je ne suis pas naïf, mais ce que je souhaite surtout, c'est qu'ils réalisent la grande opportunité qu'on a. Et imaginez si on pouvait le faire ensemble. Je parle de tout le monde, là, ici, là, à l'enceinte de l'Assemblée nationale. Si on était capables de faire ça ensemble, il me semble qu'on irait plus loin. Et l'opportunité qu'on a, Mme la Présidente, c'est ni plus ni moins que de verdir l'Amérique du Nord et aussi d'avoir des technologies de pointe porteuses d'emplois de qualité, qui vont assurer l'essor du Québec pour des générations. C'est ça, l'opportunité qu'on a. Là, je ne veux pas être dans les grands discours. Je ne veux pas... Tu sais, je veux... C'est ça, l'opportunité qu'on a. Si on réalise ce défi ensemble puis on rame tous, là, tous les Québécois, dans la même direction, là, on va parler, un jour, de la filière batterie comme on parle de la filière aéronautique. On va dire : Bien, c'est sûr que, l'aéronautique, le Québec est connu pour ça, c'est sûr, ça va de soi. Bien, à un moment donné, il y a quelqu'un qui y a pensé. Puis ce n'était pas toujours ça. C'est ça parce qu'on l'a travaillé.

L'opportunité qu'on a ici, c'est peut-être un rendez-vous historique, d'être du bon bord de l'histoire puis de dire : Bien, nous, on l'a toujours appuyé, ce projet-là, puis on a toujours contribué. Puis c'est ça, l'invitation que je fais aux collègues, parce que, je vous le dis, là... Puis ça me ferait plaisir de vous amener avec moi quand on va rencontrer ces entreprises-là. Que ce soient les gouvernements étrangers, que ce soient les États voisins, que ce soient ces entreprises-là, ces gens-là adorent ce que fait le Québec, pas juste parce qu'ils veulent faire du cash, Mme la Présidente. C'est sûr que c'est ça. Il y en... Les entreprises veulent faire de l'argent. C'est normal. Puis nous, quand on fait le calcul, on veut s'assurer que les Québécois en ont pour leur argent aussi.

Mais, au-delà de tout ça, je l'ai évoqué dans mon ouverture, il y a un mouvement manifeste, même de certaines industries qui ont pris du temps à cheminer, qu'il faut se mettre à combattre le carbone. Et on va combattre le carbone en travaillant dans le sens de la filière batterie, dans le sens où est-ce qu'on dit : On devrait avoir des batteries qui sont vertes, qui sont produites par des gens qui ne sont pas contraints à travailler dans des mines, avec pas de loi pour protéger les droits des travailleurs, avec des peuples qui sont... qui ne partagent pas les mêmes valeurs que le Québec ou qui ne sont pas capables d'assurer une traçabilité en phase avec les normes environnementales de classe mondiale. Le Québec figure d'une façon enviable par rapport à tous ces dossiers-là.

Et la prochaine étape, là, c'est... après l'ESG, là, comme on parlait tantôt, Mme la Présidente, c'est la traçabilité. Bien, encore là, le Québec est bon. Puis imaginez si, ensemble, on pouvait construire ça. Je pense qu'on... Il n'y a rien qui pourrait nous arrêter. Puis je pense qu'il y a assez de talent ici, dans ce Parlement, dans ce gouvernement, dans notre société, pour y arriver.

• (11 h 50) •

Alors, le message que je lancerais, c'est : Je comprends qu'il y a des questions, puis c'est normal qu'on doive être imputables, puis, répondre à vos questions, on va continuer de le faire, mais embarquez dans le train, là, parce qu'il y a des belles opportunités. Puis on a besoin de vous, on a besoin de vos idées aussi, parce que c'est un grand défi de taille, comment on va faire pour énergiser cette belle opportunité-là qu'on a pour l'avenir. Alors, c'est une main tendue que je lance aux oppositions aujourd'hui, Mme la Présidente.

Documents déposés

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. Je précise ici que les documents mentionnés précédemment par M. le député de Maurice-Richard au micro seront déposés.

Je cède maintenant la parole au député de Maurice-Richard également pour une période de 10 minutes. Merci.

M. Haroun Bouazzi

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Le ministre nous a dit qu'il a répondu au besoin de transparence. On a mis 7 milliards pour une seule compagnie, M. le ministre. Et, si on fait la somme des 30 milliards dont parle M. Fitzgibbon,

on parle de plus de 3 750 \$ par Québécoise et Québécois qui sont octroyés à ces multinationales étrangères, donc, bien plus que le ratio qui se passe aux États-Unis. Mais il nous dit : Attention, on a beau mettre un million et demi par job créée, on s'assure, avec notre petite calculatrice, d'avoir les revenus dont le Québec a besoin.

Est-ce qu'il y a eu un chiffre, le moindre chiffre du ministre, actuellement, des retombées pour chacun de ces milliards, juste un chiffre, une date à partir de laquelle c'est rentable? Aucun chiffre. Et c'est ça que le ministre appelle de la transparence. Il nous dit : Mais, attention, c'est vert, c'est vert, ça participe à révolutionner l'écologie, etc. Ce n'est pas juste le ministre qui ne nous a donné aucun chiffre de baisse de gaz à effet de serre. C'est... Quand on demande le moindre courriel, dans le ministère au complet, qui parlerait, peut-être même dans une phrase, d'objectifs de baisse de GES de tous ces milliards investis dans la filière batterie, il n'y a pas le moindre PowerPoint, le moindre document, le moindre PDF, le moindre courriel, et aujourd'hui, évidemment, il n'y a pas le moindre chiffre. Est-ce que c'est ça, la transparence dont parle le ministre?

Ne vous inquiétez pas. Venez avec moi rencontrer ces compagnies. Bien, moi, c'est devant le peuple du Québec que j'ai des comptes à rendre. C'est devant la caméra qui est devant moi. Ce n'est pas devant les multinationales. Bien sûr, on les rencontre, mais c'est ici qu'il faut être transparent.

Il nous dit : Ne vous inquiétez pas, nous avons assez d'énergie, elles ne paient pas... vous le savez, M. le député de Maurice-Richard, vous qui avez été 15 ans dans une institution financière, on ne rend pas ces choses-là publiques. Actuellement, la majorité des contrats industriels, la majorité des contrats de type L, parce qu'il faut les nommer, sont publics, M. le ministre. C'est des gens qui ne comprennent rien à l'économie? Ils sont déjà publics. Actuellement, il y a des compagnies, on nous dit, on le sait, qu'elles s'effacent pendant le pic. C'est public, M. le ministre. Pourquoi est-ce qu'on ne nous dit pas... Si on ne nous dit pas que cette compagnie... Si on n'est pas fier de nous dire que ces compagnies s'effacent pendant le pic de consommation en plein hiver, on peut bien se douter qu'elles vont en consommer, de l'électricité, pendant ce pic. Alors qu'on achète... Hydro-Québec achète l'électricité, à ce moment-là, à 1,24 \$ le kilowattheure et que, donc, on va le revendre, au mieux, à 0,05 \$ le kilowattheure, et probablement en dessous, qui va payer la différence? L'argent, il n'apparaît pas comme ça. Et c'est ça, la transparence dont parle...

Il nous dit : Attention, on ne va pas manquer d'électricité. Rappelons-nous qu'il y a cinq ans c'est un gouvernement qui n'avait aucun plan pour lutter contre la transition... la crise écologique. Entre-temps, il l'a découverte. Et aujourd'hui il nous dit : Ne vous inquiétez pas, c'étaient des surplus. 50 % de l'énergie consommée au Québec, 50 %, c'est de l'énergie fossile, 50 %. Il va falloir au complet la transformer en énergie électrique. S'il continue, le gouvernement, à ne faire aucun effort pour ce qui est de l'efficacité énergétique... C'est une demi-Hydro-Québec juste pour ça, pas pour amener des multinationales étrangères, juste pour électrifier ce qu'on a comme économie actuellement. C'est ça, les surplus? De quels surplus on parle? C'est des surplus sur deux ans quand c'est des infrastructures qui prennent 10, 15, 20 ans à être construites? C'est ça, les chiffres? Où sont les... Où est le plan?

Le ministre a parlé du BAPE, auquel, effectivement, nous avons eu accès à l'époque où on était sur le projet de loi de raccordement avec les États-Unis. Qu'est-ce qu'il disait, ce BAPE là? Il disait qu'il n'y avait pas de plan du gouvernement et qu'on ne pouvait pas savoir si ce contrat était bon. C'est ça qui était écrit dans ce BAPE et c'est probablement une des raisons pourquoi on ne déclenche pas un BAPE le plus vite possible. C'est ça, la transparence?

On nous dit : Ne vous inquiétez pas, c'est une nouvelle... on va respecter la loi. Mais on a changé la loi trois mois avant même que cette compagnie arrive. C'est fortuit, c'est par hasard? Est-ce qu'il y a eu des échanges avec cette compagnie-là avant que la loi change pour savoir combien de tonnes elle allait produire? C'est par hasard. La limite était à 50 000 tonnes, elle est passée à 60 000 tonnes, c'est par hasard. C'est la plus grosse compagnie chimique de l'histoire du Québec, et il n'y aura pas de BAPE. Et effectivement nous avons été, le ministre et moi, sur un BAPE où il y avait 50 kilomètres d'une ligne électrique sous terre, où on a fait un BAPE, mais, la plus grosse compagnie de l'histoire du Québec, chimique, parce que c'est de la chimie, ces batteries-là, il n'y aura pas de BAPE. Et on nous dit : On va respecter la loi, alors qu'on l'a changée quelques mois avant. C'est de la transparence, ça, M. le ministre. C'est justement la transparence qu'il faut, et un BAPE permettrait d'avoir cette transparence.

Le ministre nous parle de ces multinationales qui sont très heureuses de venir chez nous. Je les comprends. Je les comprends, quand il n'y a aucune planification, quand on vend les kilowattheures aussi peu cher, alors qu'elles vont nous coûter une fortune à être construites, car il va falloir construire. Je vois le ministre rigoler. Je rappelle que les nouvelles infrastructures de production sont à 0,11 \$, voire 0,12 \$ le kilowattheure, qu'on le vend à 0,05 \$ et que les Québécoises et les Québécois savent compter. Et, s'il y a des calculs secrets qui nous disent l'inverse et que ce n'est pas eux et elles qui vont payer, qu'il les rende publics, qu'il les rende publics. Et il nous parle de transparence.

Ces multinationales se frottent les mains, bien sûr, bien sûr, parce qu'on est prêts à faire n'importe quoi pour s'assurer de leur venue, et elles vont faire fortune. Il n'y a pas de problème. Ça, il n'y a pas de problème. Quand on garroche autant de milliards d'argent public sans exiger de retour, bien sûr, elles vont faire fortune, bien sûr, elles vont faire fortune. Il nous dit : Ne vous inquiétez pas, c'est sur une génération. Si c'est sur une génération, on n'a pas le temps de faire un BAPE? On va s'assurer d'approvisionnements... Qu'ils nous rendent juste cette clause-là publique s'il y a le moindre approvisionnement qui est assuré pour les Québécoises et les Québécois. Il n'y a aucune preuve de cela. On peut se retrouver dans une situation et on est dans une situation, jusqu'à preuve du contraire, où on envoie de l'argent public à une multinationale qui vient ici, on change les normes environnementales pour qu'elle puisse éviter un BAPE et on se retrouve... et on se retrouve à vendre ces batteries-là à l'étranger pour que d'autres pays, et tant mieux pour eux, atteignent leurs objectifs de baisse de gaz à effet de serre.

À Québec solidaire, on sait compter, M. le ministre. On sait compter et on est capables de faire la différence entre 1,20 \$ le kilowattheure et 0,05 \$ le kilowattheure, et de savoir que c'est quelqu'un d'autre qui va payer. On est capables de comprendre que, si vous n'avez pas le contrôle sur une compagnie, vous ne pouvez pas décider de l'approvisionnement

du Québec, que les voitures électriques vont continuer d'être beaucoup trop chères pour le bas de la classe moyenne et évidemment inabordable pour les autres. On est capables de se rendre compte qu'il n'y a pas un litre d'essence qui va diminuer au Québec de par cette filière batterie.

Et, en 2023, c'est irresponsable, Mme la Présidente, c'est irresponsable que toutes ces questions, toutes ces questions restent sans réponse. C'est vrai que j'ai passé 15 ans dans une institution de développement économique, mais on ne vient pas du même monde. On vient... La vérité, c'est qu'à Québec solidaire on ne vient pas du même monde. Il y a un monde où les deals se font en jouant au golf, où la transparence se fait en chassant le faisane et...

M. Skeete : ...j'aimerais ramener le collègue à l'ordre.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le ministre. On demeure respectueux envers tous les collègues. Merci.

M. Bouazzi : Mme la Présidente, évidemment, le ministre sait qu'il y a bien des deals qui se font autour des golfs, et moi, je ne fais pas...

Une voix : ...

M. Bouazzi : Mme la Présidente, est-ce qu'on peut invoquer... Il n'y a pas d'intention là, madame.

La Présidente (Mme Haytayan) : Demeurons respectueux envers...

• (12 heures) •

M. Bouazzi : Et moi, je viens d'un monde de transparence économique et de développement où il y a deux objectifs, c'est de s'assurer du bien-être des Québécoises et des Québécois, du prix de l'électricité des Québécoises et des Québécois, et des baisses de gaz à effet de serre au Québec. Et c'est malheureux, c'est malheureux que ce ne soient pas ceux du gouvernement. Et c'est malheureux qu'on a l'impression qu'ils traitent de l'argent public comme si c'était de l'argent privé.

Le ministre a parlé des rencontres qu'il a eues pendant 24 heures. Les spécialistes qui étaient là se sont plaints, justement, de tous les programmes qui ne fonctionnent pas actuellement. Et il ferait bien d'écouter les spécialistes et de s'assurer qu'on va arriver à nos objectifs. Jusqu'à présent, c'est tout l'inverse. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Haytayan) : Merci, M. le député.

Compte tenu de l'heure, je lève la séance. Et la commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die. Merci et bonne fin de semaine.

(Fin de la séance à 12 h 01)